Directeur :
Antoine TURMO
Adresse : **VIe Union Régionale C. N. T.**
Bourse du Travail
Place Saint-Sernin
TOULOUSE (H.-G.)

ABONNEMENT
Annuel .. .. **20,00 NF**
Semestriel .. **10,40 NF**

ESPOIR

AIT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION RÉGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 56 **27 janvier 1963** **Prix : 0,40 F**

Editorial

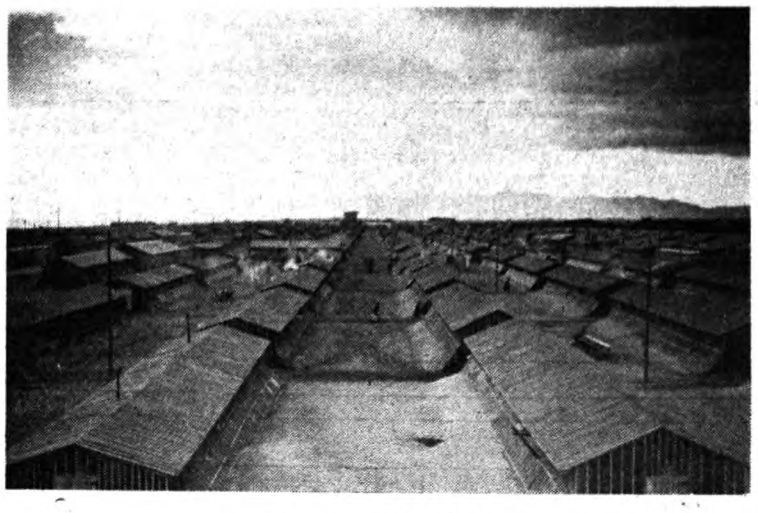
IL Y A VINGT-QUATRE ANS

CHAQUE année le froid, la neige, la pluie, les jours courts et sombres de janvier nous rappellent le souvenir d'un autre mois de janvier, d'une autre année, souvenir que le temps semble estomper, mais qui est là, toujours vivace pourtant.

Il y a vingt-quatre ans se réfugièrent en France un demi - million d'Espagnols, hommes, femmes, enfants, vieillards, soldats ou civils fuyant le fascisme qui était parvenu à vaincre .la résistance du peuple ibérique. Pour eux s'ouvrirent, pendant de longs mois, les camps de concentration; des compagnies de travailleurs furent organisées. Après avoir vu mourir des milliers d'enfants, de vieux parents; après avoir dû abandonner leurs blessés, faute de soins, sur les sables d'Argelès, du Barcarès, à Bram, à Gurs, au Vernet, à Collioure, partout, ils furent envoyés encore par centaines, par milliers, sur les fortifications de la ligne Maginot, avec les Français; sur le mur de l'Atlantique, avec les Allemands. Ils moururent encore par milliers dans les rangs de la Résistance, par milliers dans les camps d'extermination en Allemagne; dans les armées de volontaires levées en Afrique par Montgomery et par Leclerc, après le débarquement allié. Ils moururent par milliers, poursuivant les Allemands jusqu'à Berlin. Ce fut une compagnie constituée en majorité par des volontaires espagnols qui arriva jusq'au repaire d'Hitler, à Berschtesgaden.

Il y a vingt-quatre ans que prit fin la guerre d'Espagne; vingt-quatre ans que commença le calvaire des réfugiés espagnols... Oh! la France de M. Daladier, de M. Raynaud ne doit pas être très fière! La France tout court, même. Nous, travailleurs français, nous n'avons pas le droit de nous sentir très fiers, en général, en évoquant de tels souvenirs.

Un demi-million de vaincus, cela crée évidemment un grave problème pour un pays. Aucun gouvernement ne peut laisser abandonnés à leur sort, livrés à eux-mêmes, les débris d'une armée... Ce que les réfugiés trouvèrent, en matière d'organisation et d'accueil, au moment de leur entrée en France, ce ne fut pas un pays qui leur accordait le droit d'asile, mais un pays hostile qui les parquait derrière des barbelés, sous la garde de gendarmes et de Sénégalais, qui ne leur épargnait aucune humiliation, aucune misère, aucune souffrance physique ou morale.



Le camp du Barcarès

De ces souvenirs, nous n'en sommes pas très fiers. Et si nous les évoquons, c'est parce qu'aujourd'hui il est utile de rappeler ce que la France DOIT encore, DEVRA toujours aux réfugiés espagnols.

Ne parlons pas du droit à certains égards que méritaient, à l'époque, les vaincus de la guerre d'Espagne, guerre qu'ils n'auraient pas perdue si les démocraties avaient compris à temps qu'il fallait aider la République espagnole à écraser le fascisme, parce que, étouffée dans la Péninsule Ibérique, la deuxième guerre mondiale aurait été évitée. Tout cela laissons-le de côté. C'est d'un autre aspect, lié au souvenir des journées de janvier-février 1939, que nous voulons nous occuper aujourd'hui.

De cette armée en déroute, de ces milliers de familles en détresse qui avaient tout perdu, la France en tira un profit immédiat. En échange d'une maigre nourriture, donnée pour quelques semaines, elle exigea d'eux des bras pour l'agriculture. Des soldes dérisoires leur étaient données, qu'ils ne touchaient même pas, d'ailleurs.

C'étaient les bureaux des Compagnies de Travailleurs espagnols qui les encaissaient. Elle réquisitionna, un peu plus tard, des terrassiers pour les fortifications, des ouvriers compétents pour les fabriques de munitions. Quand les Allemands arrivèrent, des Espagnols leur furent livrés à la place de Français pour le Service de Travail Obligatoire. Combien moururent, dans l'Organisation Todd? Combien d'Espagnols reposent sous les blocs du mur de l'Atlantique?

Et ils n'eurent aucune rancune pourtant ces Espagnols si mal traités, si peu aimés en général par la France de 1939, si mal reçus en général sur les frontières françaises, où on laissait mourir de froid des enfants pelotonnés contre des portes fermées pour eux.

Fidèles à l'idéal qui les avait fait combattre le fascisme en Espagne, ils allèrent, sans ménager leur force, sans marchander leur sacrifice, dans la Résistance. Combien moururent encore, dans le Vercors, dans les maquis de la Dordogne, de la Haute-Vienne, de la Haute-Garonne, du Tarn, de l'Ariège?

Parmi les cendres des brûlés de la forêt de Buzet, exécutés par les Allemands, avant de quitter Toulouse —juste l'avant-veille — n'y avait-il pas celles de l'héroïque et extraordinaire Ponzan, un des hommes les plus courageux et les plus intelligents que compta le célèbre réseau Pat O'Leary?

Partout, il y eut encore des Espagnols pour se battre et pour mourir. Ils surent toujours mêler leur sang au sang français, combattre à côté de ces hommes qui luttaient contre l'occupant, leur ennemi politique : celui sans lequel Franco n'aurait pas gagné la guerre contre le peuple espagnol.

On ne sera jamais quitte envers eux. On ne sera jamais quitte malgré tout ce que la France a pu faire après, leur octroyant certains droits, leur donnant quelques moyens de refaire leur vie, de travailler en paix, d'élever leurs enfants.

IL FAUT nous souvenir de ces jours courts et sombres de janvier de 1939. Des jours qui suivirent ensuite, qui furent longs, sinistres et terribles pour la France, pour le monde entier. Et pendant lesquels l'aide des combattants espagnols ne fit jamais défaut, pendant lesquels leur courage ne faiblit jamais.

☆

Les quelques photos qui illustrent cette page, serviront à rafrachir les mémoires trop courtes, réveilleront de cruels souvenirs, dans le cœur d'autres.

Baraquements, camps, spectacle déchirant des blessés, se traînant sur les routes... Autant de visions de cauchemar qui devait être, une année plus tard, le lot amer du peuple français, vaincu à son tour.

IL FAUT nous rappeler. Il ne faut pas oublier. Nous avons encore une dette envers le peuple malheureux et courageux qui n'a pas réussi à se libérer, envers les hommes qui, sans rancune, nous aidèrent à nous libérer.

La vie dans les camps de concentration

Ce mois de janvier est le mois du souvenir. Rappelons-nous!

Grands blessés se traînant sur le routes

RESOLUTION DU CONGRES DEPARTEMENTAL DE F. O. DE L'AUDE

CONTRE L'ENTREE DANS LE MARCHE COMMUN DE L'ESPAGNE FRANQUISTE

Le Congrès a également adopté la résolution suivante :

« Le Congrès départemental de F. O., réuni le 13 janvier 1963 à la salle des Fêtes de la mairie de Carcassonne, prend la résolution de s'opposer à l'entrée au Marché commun de l'Espagne franquiste, ce régime ne réunissant aucune des clauses démocratiques de cette organisation.

» Par contre, il verrait avec une grande satisfaction une Espagne libre et démocratique, dans un avenir rapproché, se joindre aux six pays démocratiques qui font partie du Traité de Rome.

L'intouchable

Nous reproduisons de « France-Soir » :

« Yves Montand qui, on le sait, vient d'interrompre son récital au Théâtre de l'Etoile pour s'envoler pour les E tats-Unis, où il sera l'hôte de la Maison Blanche et chantera pour les Kennedy et leurs invités, a été avant son départ longuement interviewé par la Télévision française. Il se prêta de bonne grâce aux exigences de son interviewer, répondit à toutes les questions même les plus insidieuses, en posant toutefois comme condition que ses déclarations ne soient en aucun cas tronquées.

— **Promis !** dit l'envoyé spécial de la TV.

Or, rien ne passa sur le petit écran !... Pourquoi ?...

UNE OPINION PERSONNELLE

Dans ses réponses, Montand avait notamment indiqué qu'avant de chanter pour le Président des U.S.A., il avait déjà poussé la romance pour Khrouchtchev et Boulganine, dîné avec Ben Gourion et été reçu par la reine d'Angletere. Mais il avait conclu :

— Il est un chef d'Etat devant lequel je refuserai toujours de chanter, c'est Franco !

Cette opinion strictement personnelle n'a pas eu l'agrément de la R.T.F. !...

Et comme son représentent avait pris l'engagement de ne rien couper, le rédacteur en chef du journal télévisé a tout simplement censuré complètemnt l'interview ! »

Sans commentaires !

COMMENTAIRES

Dia tras dia

"LA DEMAGOGIA DE LOS HECHOS"

HE aquí un libro terminado de escribir, según nota al final del mismo, en Santander, el día 25 de diciembre de 1961, «día de Dios». No sabemos exactamente qué significa la presencia y la redacción de esa fecha. En todo caso, vamos a referirnos al libro en sí, porque el libro lo merece.

Es, a nuestro entender, la mayor acumulación de datos estadísticos y de pruebas documentales para demostrar dos cosas de igual importancia una que otra: La situación caótica, económicamente hablando, de la España franquista, y el fracaso rotundo y estrepitoso de la dictadura. La necesidad imperiosa, ineludible, de un cambio radical de estructuras, conclusión a que llega naturalmente el autor, a través de las constataciones y demostraciones de su obra.

La crítica y la evidenciación del problema agrario — el campo es la base misma de la España de hoy, de ayer y probablemente de mañana — son irrefutables. Lo que ha sido enfermedad endémica de la España irredenta; lo que levantó ya el clamor de Costa, de Senador Gómez, de Reparaz, de tantos y tantos economistas y sociólogos españoles, hoy aparece corregido y aumentado por lo que han sido 23 años de desenfreno clerical, capitalista y caciquil en España.

La presencia de lo que Ignacio Fernández de Castro llama «subproletariado rural», que supone la existencia permanente de 4 millones y medio de parados forzosos constantes, una enorme masa humana que vive en chabolas, en cuevas, que se arrastra trashumante, en busca de trabajo, de un extremo al otro de España, sólo puede compararse a lo que señalaba Carlos M. Rama en la conferencia que dió en Toulouse, hablando de la condición social del sub-proletariado en América.

Ignacio Fernández de Castro ataca éste y otros problemas del agro español de frente y declara sin ambajes:

«Nuestra fuerza y nuestra razón están ahí. ¡Cuatro millones y medio de hombres condenados a la miseria y a la total ignorancia! No nos pidan que respetemos el derecho de propiedad privada que los ha colocado en esta situación. No nos hablen de la libertad que nunca han conocido estas gentes. No nos llamen a la prudencia paralizadora. No intenten convencernos de que el país es pobre. No nos intenten detener con promesas tibias, con remiendos ni con ayudas o limosnas. No podemos aceptar una propiedad de la que se nos ha excluído, ni un derecho que nos mantiene en la miseria, ni unas estructuras que nos han oprimido y sujetado a la explotación. La vida de estas gentes, esa vida que se les ha impuesto y que les ha marcado, es la señal de nuestra radicalidad y de nuestra intransigencia; no contemporizaremos a costa de su miseria y de su ignorancia. Lo que separa objetivamente su vida de un nivel humano de igualdad de oportunidaes, es el camino que tiene que recorrer la revolución. No pactaremos mientras tanto ni aceptaremos soluciones parciales. Mientras tanto no admitiremos vuestro derecho y el nuestro a vivir mejor; ni esperen que lo respetemos...»

Bajo el punto de vista documental, «La demagogia de los hechos» es un volumen inapreciable. Las fuentes de información de que se vale Fernández de Castro son, aparte las de la O.E.C.E., de fuente oficial franquista, particularmente el famoso informe del Banco de Bilbao y los propios informes publicados en «Campo», revista de la Organización Sindical y presentados a los propios sedicentes Congresos sindicales en España. Y es de las cifras, de las realidades que se desprenden de estos informes, de donde extrae el autor «la demagogia de los hechos».

—◆—

¿Qué soluciones ofrece Ignacio Fernández de Castro para los males de España, estos males que el franquismo agravó, después del tímido ensayo hecho, primero por la República, después por la Revolución de 1936, para resolverlos?

Las soluciones que ofrece son: en primer lugar, un cambio profundo de estructuras, una refundición económica y política completas. ¿En qué consiste a su vez ese cambio de estructuras?

Confesemos que en este aspecto el autor no es muy explícito. Las soluciones que encuentra para el latifundismo improductivo y para el minifundismo anticuado y anti-económico, así como para la crisis industrial, son una mezcla de nuestros ensayos colectivistas, del koljocismo ruso y de lo hecho por Fidel Castro en Cuba. Colectivizaciones, a base de supresión de la propiedad privada, pero con el control del Estado, su arbitraje y las planificaciones de él emanadas. ¿De qué Estado? Queda también en el aire. Se habla del «Poder del pueblo», pero ya sabemos, por desgracia, lo que esconde esta fórmula vaga. El pueblo siendo una entelequia, una persona difusa, alguien lo representa, lo interpreta y en su nombre hace y deshace.

Honradamente, diremos que es más práctico y viable el nuevo mundo imaginado, organizado y descrito por Pierre Besnard; que es más fácilmente asimilable y practicable la concepción de Puente, encontrando en el Municipio la base política y en el sindicato el instrumento de ordenación económica, que las vaguedades en que se pierde Ignacio Fernández de Castro, cuando de llegar a soluciones del problema magistralmente presentado se trata.

No importa. Hay algunas afirmaciones de neto carácter transformador y revolucionario que nos satisfacen, que demuestran que hay ideas que han hecho su camino, y que la de la revolución ineludible e irreversible, fatal y necesaria, es una de ellas.

Además, el libro está escrito por un español «de España»; escrito allí, con los medios de consulta a su alcance y con la falta de antecedentes que, si son un defecto, pueden ser también una cualidad, porque le hacen parir ideas desnudas. Si luego encontramos que algo de lo dicho por él, lo dijeron ya otros muchos, es pura coincidencia, y coincidencia alentadora, que a Fernández de Castro habrá de alegrarle y a nosotros infundirnos esperanzas.

En todo caso, es otro libro a leer, a estudiar, indispensable para conocer la realidad ACTUAL de España. Como el libro de Bolloten lo es para conocer una página de historia imborrable y cuya huella profunda evidencian obras modernas, producidas muchos años más tarde.

Y las que se producirán todavía.

Federica MONTSENY

Marginales

Menéndez Pidal y la leyenda negra

Evidentemente, un hombre que ha llegado a la avanzada edad de noventa y dos años, sin perder la inquietud mental de sus tiempos juveniles, sin dejar la labor intelectual de toda una vida para retirarse a una blanda senectud de «sopitas y buen vino», bien vale un elogio. Ha sido y es Menéndez Pidal uno de los infatigables trabajadores de la Cultura. Filólogo e historiador de alta envergadura, sus obras han merecido los comentarios más favorables por parte de los más esclarecidos filólogos e historiadores de todos los países. Solamente con recordar y citar algunas de sus obras se colige el indiscutible valor intelectual de este autor. Nos lo revelan los libros siguientes: «El idioma español en sus primeros tiempos», «La «España del Cid», «Historia de España», «El Romancero español», «Gramática e histórica de la lengua castellana», «Poesía árabe y poesía europea», etc.

También ha dado fe Menéndez Pidal de sentimientos liberales cuando incluso en ese triste período de oprobio dictatorial en que vive España, no ha vacilado en estampar su firma al pie de escritos en discrepancias con el régimen, que, en virtud de algunas circunstancias, han redactado elementos intelectuales de los pocos que en España mantienen un sentimiento de dignidad y menosprecio a la hez militar y policíaca imperante. Si tenemos en cuenta la bajuna, la abyecta conducta de tantos y tantos que han buscado y buscan medrar al amparo del fascismo, resulta nota simpática la que ofrecen quienes no hacen coro a los jerarcas sino que incluso no ocultan su repugnancia a los innobles manejos de aquéllos.

Ha manifestado Menéndez Pidal su deseo de publicar un libro respecto a la personalidad del padre Las Casas. En torno al tema, dió ya una conferencia en Oxford. Recientemente, con el anuncio: «El padre Las Casas y la leyenda negra», ha dado otra conferencia auspiciada por el Consejo Superior de Investigaciones Científicas. Por parte de las más representativas publicaciones fascistas españolas ha habido unanimidad de criterio en lo de echar las campanas al vuelo, alegando que, gracias a las laboriosas investigaciones del eminente filólogo, queda deshecha la leyenda negra que pesaba sobre España. En grandes titulares han hecho referencia a «la caída de un mito»; a decir que Menéndez Pidal está «frente a la obra del padre Las Casas» y a ponerle a éste como chupa de dómine seleccionando los adjetivos más despectivos.

Cabe, en este caso, aquello de «Amigos de Platón, pero más amigos aún de la verdad». Y la verdad está en que, pese a reconocer los méritos del sabio Menéndez Pidal, no podemos estarle reconocidos de que haya intentado desviar, tratando de paranoico al padre Las Casas, lo que ha sido una realidad histórica: la inicua explotación y tiranía de que se hizo objeto a los indios de América, por parte de los conquistadores hispanos, tras el descubrimiento del Continente americano, por Cristóbal Colón. Ello fué lo que con abundancia de datos, con valentía, jugándose una situación privilegiada en tanto que obispo de Chapas, denunció al mundo entero el domínico español fray Bartolomé de las Casas.

En reseña taquigráfica he podido leer el texto de la conferencia del señor Menéndez Pidal. Trata de exagerado al padre Las Casas; nos dice que tuvo defectos, que escribió con «apasionado espíritu exaltatorio» y que, con lo por él manifestado, tomó cuerpo con respecto a España lo que se ha denominado como «leyenda negra». En realidad, lo fundamental estriba en saber si fué o no cierto que se maltrató a los indios por parte de quienes pretendían civilizarles. El propio Menéndez Pidal dió la respuesta a ello al manifestar en su conferencia lo que sigue:

«Yo creo que el combatir la leyenda negra de frente es un poco expuesto, porque siempre se propende a crear una leyenda aúrea glorificando a los conquistadores que tuvieron muchos defectos, naturalmente, muchos de ellos aunque otros no; por ejemplo: Hernán Cortés es un conquistador de tipo puro. Pero, en fin, otros conquistadores cometieron muchas graves anomalías. Por eso creo yo que en lugar de combatir de frente la leyenda negra es mejor apartar el maligno hecho consumado y esclarecer los hechos de la conquista y de la administración hispanoamericana, mirando objetivamente sus aciertos y sus defectos, procurando olvidar que tal leyenda negra existe.»

Subrayamos lo que, evidentemente, se guardan de destacar los fascistas de España: el hecho de que, según el propio Menéndez Pidal, se cometieron «muchas graves anomalías» y que es aconsejable «apartar el maligno hecho consumado». Ello de por sí evidencia que no andaba desacertado el padre Las Casas, que ahora se pretende hacer pasar por loco rematado. El hecho de que defendiera también las ideas religiosas, con las cuales discrepamos, no ha de ser óbice para que reconozcamos su elevado sentido de la justicia al protestar contra la explotación humana. Tampoco vamos de acuerdo con las concepciones deístas de un Tolstoy, no obstante el reconocer fué el autor de «Resurrección», formidable paladín de la libertad y de la justicia social.

Leyendo el «Tratado sobre la esclavitud de los indios» puede sacarse la conclusión de que fray Bartolomé de Las Casas no era perturbado y no puede tacharse de grave falta el que pusiera pasión en aquello que denunciaba. Que, como cada quisque, tuviera sus defectos, ello no niega que, en lo fundamental, tuviera razón. Además, sin presumir de una erudición que uno está bien lejos de poseer, pero, espigando acá y acullá, entre los libros, no es difícil adquirir datos, referencias que abundan en reconocer al padre Las Casas como «protector y defensor de los indios», como «Apóstol del Nuevo Mundo». Trabajo extenso sería el de transcribir textos en favor del citado eclesiástico, con el que no anduvo muy conforme la Iglesia. Bastará citar una breve relación de obras y autores: Bartolomé Leonardo de Argensola, en «Anales de Aragón»; Diego Ortiz de Zúñiga, «Anales de Sevilla»; Antonio de Herrera, «Historia general de los hechos de los castellanos en las islas y tierra-firme del mar Oéano»; Gil González Dávila, «Teatro Eclesiástico de la primitiva Iglesia de las Indias Occidentales»; Diego Fernández, «Historia del Perú». En su mayoría, se trata de escritores del siglo XV y siglo XVI. Podían, tal vez y mejor que escritores de ahora, saber a qué atenerse respecto al caso que nos ocupa.

Ls plumas pagadas del fascismo hispano, al decir que gracias a Menéndez Pidal ha quedado destruída la tan llevada y traída **leyenda negra** quieren dar la sensación de que, **a todos los españoles,** se nos ha liberado de algo vergonzoso, indignante, arbitrario, etc. Ello no deja de ser una de las tantas estupideces que se prodigan. Si, como acertadamente mostró Eugenio Sellés, en España se ha seguido una inicua «política de capa y espada», ¿nos alcanza en algo la responsabilidad de ella a quienes precisamente hemos combatido la fanfarronería y el impositivo espíritu militarista? De España fueron los inquisitoriales Pedro Arbués, y Torquemada. Pero también eran de España hombres de temple moral y afanes de progreso como Miguel Servet y Luis Vives. Solamente una deplorable cerrilidad patriotera puede impedir el diferenciar lo bueno y lo malo del país en que se ha nacido.

Cuando, procedentes de unos o de otros países, se lanzan ataques al régimen franquista, en la prensa española vemos cómo se pone el grito en el cielo, alegando que con ello se ofende a **todos los españoles.** ¿Qué tendrn de común los paniaguados de un régimen, impuesto a base de brutalidades, de terror, con los que han sido víctimas del mismo? Por supuesto, españoles podemos serlo todos, pero la diferencia es notoria (como lo es el día de la noche) entre los que defendemos el progreso y la libertad y aquellos que pugnan en pos del más ancestral despotismo.

FONTAURA

Sobre la emigración española

Madrid (O.P.E.). — **La prensa resalta que ahora el emigrante español no va a América, como lo hizo durante siglos, sino a Europa —Alemanía, Francia, Suiza, Holanda y Austria— y a Australia.**

El sector español que proporciona mayor número de emigrantes es el peonaje agrícola e industrial, según ha declarado el director general del Instituto Español de Emigración, don José Antonio Garcia Trevijano, a la revista «Atomos y Energía». Este se debe al bajo salario español. Con un salario del 80 por ciento del extranjero el obrero español no abandonaría su patria, afirmó el señor Garcia Trevijano. Pero se da el caso por ejemplo, de Suiza, en dónde el peón en el campo, además de tener pagados la manutención y el alojamiento, recibe alrededor de cuatro mil pesetas al mes. También son altos los salarios en Alemanía y Holanda.

La remesa dineraria de divisas que envían los emigrantes es cuantiosa. Sólo por giro postal internacional en los diez primeros meses de este año enviaron 2.300 millones de pesetas. Y eso que sólo esto representa una tercera parte de los envíos. Esta es una de las ventajas, como también lo es que el peón se especializa durante su estancia en el extranjero.

LOS INCONVENIENTES DE LA EMIGRACION

Madrid (O.P.E.). — **Dicen de Puente Genil que comienzan a sentirse en numerosos puntos de la zona los efectos de la emigración que está adquiriendo caracteres verdaderamente extraordinarios.**

En unos meses, salieron de esta ciudad importantes expediciones de productores que marchaban a trabajar a Alemanía, Australia, Belgica y Francia, y dentro de unos días saldrá otra en la que es posible marche un centenar de obreros comprendidos entre los 25 y 30 años.

. De continuar esta corriente, el núcleo industrial de Puente Genil, podría resultar gravemente dañado, pues no es fácil adiestrar en pocos dias a personas especializadas.

L E E D :

« TIPOS ESPAÑOLES »

de Felipe ALAIZ

Panorama de la política, del arte, de la literatura de España, visto por el espíritu cáustico del mejor de los escritores españoles contemporáneos.

5,00 F.

Pedidos: Servicio de Librería, 4, rue Belfort, Toulouse (H.-G.).

MITIN APLAZADO

A causa de las malas condiciones atmosféricas: nieve, heladas y bajas temperaturas reinantes por la Región Este de Francia, sur-este alemán y este suizo, desde donde se preveían desplazamientos de numerosos compatriotas de los que allí trabajan, el Comité de Enlace de la Alianza Sindical de Mulhouse (Haut-Rhin) ha decidido aplazar el mitin que tenía proyectado para el día 27 de enero y que se anunció en el número 55 de «ESPOIR».

Cuando el tiempo haya mejorado, se celebrará el mitin. Oportunamente se señalará la fecha y se anunciará en nuestra Prensa.

REPORTAGES

Carta de Barcelona

DOS CALAMIDADES

Querido Barciho:

Hemos acabado mal el año; primero fué la nieve, y después el discurso de Franco. Cierto es que las calamidades nunca vienen solas.

La tremenda nevada que cayó sobre la ciudad, precisamente en las fiestas navideñas, causó una serie de perturbaciones en la vida normal, que fueron difíciles de remontar. El tránsito rodado quedó paralizado por completo y los pobres peatones se veían y se deseaban para acudir a efectuar las más indispensables compras. La nieve alcanzó alturas de 50 y 70 centímetros. Todos los coches a los que sorprendió la nevada en la calle quedaron bloqueados. Las autoridades demostraron, una vez más, que no están a la altura de una ciudad como la nuestra. Ni el alcalde, ni el gobernador ni el capitán general dieron pie con bola y tuvieron que ser los simples ciudadanos quienes acertaron a llevar a cabo medidas eficaces.

El alcalde, pobre hombre, no tuvo mejor idea que ordenar a los habitantes que arrojaran la nieve de los terrados a la calle. Muchos vecinos lo hicieron así con el siguiente resultado: aumentar el volumen de nieve en las calles y averiar muy seriamente la carrocería en más de dos mil coches abollados por la nieve dura que caía de los terrados.

Después de esa primera orden, el alcalde tuvo otro pensamiento luminoso. Hizo radiar un comunicado pidiendo a los vecinos que le ayudaran a remediar la calamidad, especialmente aquellos que tuvieran **vehículos para todos terrenos,** y **convenientemente equipados, incluso de gasolina,** poniéndolos a disposición de las autoridades. Como el alcalde no quería pagar ni la gasolina, es natural que la colaboración pedida fué nula.

Otro mal fué que muchos vecinos, que no queremos especificar, lanzaron a la calle, desde ventanas y balcones, la basura, y como no funcionaba el servicio de recogida de basuras, no hay por qué remarcar el espectáculo de suciedad y mal olor que ofrecieron muchas calles.

Ante la incapacidad abúlica de las autoridades, fueron unos beneméritos ciudadanos del distrito quinto quienes encontraron el medio de, al menos, paliar el mal.

El remedio era sencillo y estaba a la mano, pero había que pensar en él. Consistió en levantar las tapas del alcantarillado y, pala en mano, ir arrojando la nieve a las cloacas, ayudando con gran cantidad de agua sacada de las bocas de riego. Una vez más, el ingenio popular hizo más y mejor que las autoridades competentes. Por suerte, el día de Sant Esteve salió nuestro padre el Sol. Y al día siguiente llovió en abundancia, lo que contribuyó a fundir la nieve, aunque, en realidad, la ciudad no recobró su aspecto normal hasta el día 4.

★

En medio de toda esta calamidad, el domingo 30, por la noche, la radio llenó los ámbitos con el discurso que el caudilló endilgó a SU pueblo. Por lo visto, esta vez no ha sido el carretero quien le ha escrito el texto, porque el esfilo es diferente, ahora lleno de eufemismos y oscuridades. Parece como si hubiera querido el redactor seguir la pauta sibilina de algún otro padre del pueblo.

A través de todo el fárrago de auto-alabanzas, ya manidas, podemos destacar dos aspectos que ya por ahí han sido objeto de comentarios.

El primero es que la pobre España ya no es una **democracia orgánica,** no; ahora, por afirmación caudillal, es una **democracia abierta:** no debe cabernos duda porque el Movimiento — dice Franco — no fué un privilegio de vencedores, ni sumisión de vencidos, sino la oportunidad que se brindaba a todos los españoles para satisfacer sus anhelos de revolución social. Es posible que hoy podamos abordar de cara los problemas de su crecimiento, unidos por la certeza de que hemos hallado el **sistema de democracia abierta** y de continuidad representativa que conviene a las aspiraciones nacionales de pan y justicia social».

¿Para qué comentar eso de que **el Movimiento no fué un privilegio de vencedores ni manumisión de vencidos?**

Y para acabar de convencernos el Caudillo pregunta: **«¿Hay en el mundo Constitución más abierta y flexible que la española?»**

De modo que tenemos que España es ahora una democracia abierta en virtud de su abierta Constitución. De acuerdo, la Constiución franquista, como una hembra fácil, se ha abierto para poder ser violada sin dolor por todos los malandrines y follones que la rodean.

☆

El otro aspecto del discurso que te quiero remarcar, querido Barcino, es la parte del mismo que se refiere al **salario mínimo.** Sí; el generoso y sentimental Caudillo se lamenta de que en su reino no todos sus vasallos viven como Dios manda y dice:

«Pero nos duele en lo más hondo de nuestro corazón que existan todavía sectores y zonas minoritarias y aisladas a las que las mejoras no han llegado. Por eso mi gobierno, acude ahora, bajo mi promoción, a estas zonas para establecer un salario mínimo para la categoría laboral básica de peón no especializado de **60 pesetas diarias** uniforme para la población laboral española.»

Ya lo ves, nunca es tarde si la dicha es buena, y ahora, tras 25 años de poder, Franco se acuerda de los peones y manda que se les pague un salario diario de 60 pesetas, que, al cambio actual, representan **430 francos viejos.**

Antes había dicho el orador que estaba muy contento de que varias empresas hubieran subido los salarios de sus productores. Esto es cierto, principalmente por el hecho de la emigración de mano de obra especializada, pero no vayas a creer que esas empresas pagan montes y morenas; puedo asegurarte que el máximo a que se ha llegado ha sido **mil pesetas semanales,** que representan ocho mil viejos francos, y por aquí todos estamos de acuerdos de que muy pronto esos salarios excepcionales no servirán gran cosa dada la fiebre de alza de precios que se ha desarrollado.

En fin, querido amigo, para terminar esta ya larga misiva, te explicaré la nueva norma que se ha implantado aquí para las reformas urbanas. Verás: El Ayuntamiento aprueba, por ejemplo, cambiar el sistema de alumbrado o transformar el alcantarillado de una calle o un conjunto de ellas; pues bien, inmediatamente todos los vecinos de la **zona afectada,** reciben un aviso indicando que a partir de tal fecha en el recibo del alquiler constará una cantidad suplementaria de 60 o 70 pesetas para pagar las reformas urbanas.

Y no hay solución, a pagar y a callar.

Claro es que los vecinos se preguntan para qué sirven los millones de pesetas que representan los muchs impuestos municipales.

Pero esos son los secretos de las **democracias abiertas.**

Cordialmente tuyo,

GALERIN

LAS DIFICULTADES DEL FRANQUISMO

Ellas son de todo orden, como verán más adelante nuestros lectores. Por un lado, los incidentes de tipo internacional, que tienen la virtud de desatar los nervios de los ministros franquistas. Desde luego, el que parece tenerlos más frágiles, es el inefable Fraga Iribarne, que con tantos arrestos llegó al Ministerio de la Información y que no cesa de tener —y de buscarse — conflictos. Porque incluso se mete en terreno de los otros ministros, como ha sido el caso en el asunto del Informe de la Comisión internacional de juristas sobre España, al paso del cual ha salido él, cuando competía al ministro de Justicia, que ha debido decir también unas palabrejas sobre el tema.

Ahora vemos al joven Fraga liado en otro conflicto contra el famoso editor italiano Giulio Einaudi, de la poderosa familia Einaudi, que dió ya un presidente a la república italiana. Este editor tuvo la ocurrencia de recoger en un volumen el texto de un disco hecho por dos periodistas, los señores Sergio Liberovici y Michel Straniero, compuesto por pretendidas canciones «de la nueva resistencia española».

Decimos pretendidas canciones porque, en realidad, este disco no es una cosa excepcional. Los cantos recogidos en él son canciones populares españolas. Ningún verdadero canto de lucha de los combatientes ha sido recogido en el disco apesar de que se les ofreció la posibilidad de hacerlo.

En fin, el caso no tendria mayor importancia, si al mismo no se la diera el gobierno franquista, en la persona de su atrabiliario e impulsivo Ministro de Información, que ha hecho publicar en toda la Prensa española la siguiente nota:

Las autoridades españolas no consideran grata la presencia en España de varios Italianos indeseables. — Entre ellos, se encuentra el editor señor Einaudi.

La Dirección General de Información nos remite la siguiente nota:

«El editor italiano Giulio Einaudi ha publicado un libelo en el que se contienen unos «cantos de la nueva resistencia española» que se pretende fueron recopliados en España por Sergio Liberovici y Michael Straniero con la colaboración de Margot Galante Garrone. Los mismos textos fueron publicados en parte por la revista comunista italiana «Il Contemporanco» y han sido difundidos además en un disco por la editora musical de la misma ideologia «Italia canta».

Elementales escrúpulos de decencia pública impiden reproducir el repugnante contenido de este libelo que contiene ataques blasfemos contra la religión católica, en especial contra la advocación española del Santísimo Cristo de Limpias, junto con las ofensas más viles y groseras para personas e instituciones españolas, así como agravios soeces contra la totalidad del pueblo español.

Las autoridades españolas estiman que los redactores, editores y difusores de tales insultos no son personas gratas que puedan recibir en lo sucesivo la hospitalidad española, de la que han abusado al publicar un pestilente ataque situado al margen de las controversias políticas y que viola los principios éticos más elementales que, en cualquier sociedad civilizada, han de gobernar la actividad editorial para que ésta sea un vehículo de cultura y no un pozo negro al servicio de innobles elucubraciones. En consecuencia, ha quedado prohibida la entrada y permaneció en territorio español del editor italiano Giulio Einaudi y de las demás personas que han participado en la elaboración y difusión del libelo titulado «Canti della nuova resistenza spagnola».

Inmediatamente ello ha provocado una conferencia de Prensa del editor Einaudi y un escándalo más en Italia contra los procedimientos inquisitoriales del gobierno franquista.

¡No está el horno para bollos, señor Fraga! ¡A la altura a que ha llegado el franquismo, muchas cosas mejor es «no meneallas«»!

¿NUEVO CONFLICTO EN ASTURIAS?

Por considerarla de interés, reproducimos la siguiente información de O.P.E., alrededor de un interesante articulo de J. Creach, publicado en «Combat», Aquí aparece otro orden de dificultades del régimen franquista:

¿SE NEGARAN LOS MINEROS A COBRAR SUS JORNALES?

Paris (O.P.E.). — «Combat» publica una crónica de su corresponsal en Madrid M. J. Creach, en la que anuncia la posibilidad de una nueva huelga en Asturias. Dice que se ha reproducido el descontento que provocó en la primavera última la forma de repartir la prima de setenta pesetas por tonelada que se les había ofrecido. Ya es sabido que este beneficio se hizo extensivo a todo el personal, incluso a empleados y cuadros técnicos en forma de una llamada «Prima Solís» de 1.100 pesetas.

«En vista de ello —sigue diciendo— los mineros solicitaron, aunque en vano, beneficiarse con las mismas medidas que los empleados, particularmente en lo que se refiere a las vacaciones pagadas, ya que a éstos se les había asimilado a los obreros en la mejora de salarios.

«La « Prima Solís» habia de repartirse dos veces por año: el 18 de julio y por Navidad. El 19 de diciembre, los mineros se negaron a aceptaria; inquieto el Gobierno dispuso la concentración de la Guardia Civil que estaría presta a trasladarse al Norte.»

»Con las fiestas, renació la calma, pero una decisión del gobernador de Asturias acaba de turbarla, ya que obliga a los obreros a cobrar la «Prima Solís» y para conseguirla la incluyen en la primera paga. En algunas minas se na formado en seguida un ambiente de negativa a cobrar una y otra, y entre personalidades cercanas al Ministerio de Gobernación se teme que tal negativa sea preludio de nuevos paros. Pero, los mineros, que se muestran dispuestos a no percibir ni prima ni salario, se verán seguidos por la masa de sus compañeros? No parece seguro, ya que durante las fiestas se ha gastado mucho dinero. Y, sobre todo, no parece que este descontento se produzca en momentos de profunda tensión como ya notamos el año pasado por la misma época.

»Pero hay un elemento ciertamente mucho más serio de tensión social; el costo de los nuevos salarios en el conjunto de la economía. Ya es sabido que el general Franco anunció el 30 de diciembre que el salario mínimo sería en lo sucesivo de 60 pesetas en lugar de 38, cifra fijada en 1956; los decretos de aplicación de tal medida han sido aprobados por el Consejo de ministros a pesar de la actitud muy reticente del ministro de Hacienda. En realidad, desde hace dos años no se encontraban ya en España más que muy pocos salarios inferiores a 50 pesetas.

» En los medios sindicalistas no oficiales, se estima que los nuevos salarios básicos, van a majorar la situación de la clase obrera (salarios, mas primas) principalmente a los trabajadores que han firmado convenios colectivos y cuyo salario mínimo real era inferior a las 60 pesetas. En efecto, en estos convenios se estipula que los patronos no podrán modificarlos. Pero, por el contrario, se teme que para los trabajadores que no han firmado el convenio las primas no compensen los importes del aumento.

»Los llamamientos dirigidos a la clase patronal, tanto por el general Franco en su discurso, como en los editoriales de la prensa católica y en los sermones pronunciados en las iglesias madrileñas, demuestran que tales temores están fundados. El aumento en los salarios de base va a hacerse extensivo a los subsidios familiares y a las indemnizaciones de la Seguridad social a que están ligados.

»Las primas familiares se calculan según un sistema complejo de «puntos» cuyo importe varia de una provincia a otra. En el Ministerio de Hacienda se piensa —tal vez con optimismo— que este importe se verá doblado. En cuanto a las indemnizaciones hechas por la Seguridad social, con motivo de los accidentes del trabajo, se aumentará desde el 60 por ciento del salario actual, al 95. Se aumentarán asimismo las pensiones a la vejez.

»El importe de estas nuevas majoras sociales lo evalúa al Gobierno en unos 20.000 millones de pesetas. El Ministro del Trabajo señor Romeo había solicitado que la plusvalía fiscal de 1962 (unos 4.500 millones de pesetas) fuese destinada al aumento de las indemnizaciones familiares.

»El Gobierno no lo ha entendido así y ha preferido indemnizar a los Ayuntamientos cuyas haciendas se ven afectadas por la supresión de los viejos arbitrios. Estos 20.000 millones de pesetas representan el 21 por ciento de un presuppuesto de 95.000 millones y los expertos financieros del Gobierno deliberan en estos momentos para déterminar dónde podría encontrarse suma tan enorme; en el impuesto directo, en la reserva de divisas o en la inflación. El primer método sería, a primera vista, el unico capaz de preservar la capacidad adquisitva de los trabajadores aumentando la tributación de los privilegiados. El segundo, parece dudoso despues de la helada de la mitad de los naranjales lo que supone una pérdida de 100 a 200 millones de dólares; el general Franco anunció que se encontrarían precisamente en el stock de divisas (mas de mil millones en caja el 31 de diciembre).

» El tercer sistema, la inflación, haría desaparecer en algunas semenas las ventajas sociales que acaban de concederse. En los medios autorizados se asegura que las preferencias van por el momento hacia el impuesto directo y se adoptarían severas medidas para detener el alza de precios. Estos no han esperado la acción del gobierno para efectuar una subida vertical.»

☆

Como pueden apreciar nuestros lectores, no todo es orégano en el monte de D. Paco.

¡Que no hay mal que cien años dure ni cuerpo que lo resista!

Le syndicalisme moderne

(Suite de la page 8.)

depuis déjà pas mal de temps. L'accord pris dans ce Congrès permettra peut-être d'en arriver là et ainsi sauver la face à la mode « démocratique » : on attirera les ouvriers matériellement vers le syndicat, sans que celui-ci doive obliger tous les travailleurs, comme font généralement les pays soumis à dictature.

La leçon qu'on peut tirer de ce Congrès est la suivante : il est indéniablement prouvé que le syndicalisme belge est lié pieds et mains avec les partis politiques et que dès lors il fait de plus en plus confiance au parlementarisme. De plus, et que ce soit le syndicalisme socialiste ou le syndicalisme chrétien, ils emploient les mêmes méthodes et le même langage, au point de se confondre et de se demander pourquoi le travailleur choisirait plutôt l'un que l'autre.

Je souhaite de tout cœur que les camarades de l'U.G.T., qui suivent des cours de préparation syndicale en Belgique, sachent aussi remarquer les défauts de ce syndicalisme; dans le cas contraire, nous ne pourrons pas faire le long chemin ensemble que nous devrions parcourir contre le capitalisme espagnol.

COLLABORATION

Comentario

ASI ES ELLO

A menos que esté ya muy destartalada la vieja alcancía de mis recuerdos, me parece que el personaje que, en tiempos cuando don Paco usaba de tan menguada bolsa que andaba alcanzado en dos mensualidades, como tantos de los de «quiero y no puedo», tuvo la «genial» ocurrencia de decir, que los españoles comían demasiado, fué el general Primo de Rivera y Orbaneja, en uno de esos momentos de «lucidez» de todo hombre encaramado en el puesto de mandón, desde el cual se estima a sí mismo el más sesudo de los mortales de claro juicio, aunque por lo común suele ser el más zoquete de cuantos existen. La cual frase promovió gran revuelo y agudísimos comentarios entre la gente, por ser ella una gran andaluzada del muy «excelente» jerezano. Si bien no faltaron quienes levantaron la voz en defensa de tamaño aserto, alegando, a guisa de argumentación, las veces que el español abría la boca durante el día para engullir materias alimenticias, enumerándolas así, desayuno, almuerzo, aperitivo acompañado de cosillas muy del gusto del paladar de los humanos, comida, merienda, cena y el piscolabis, o la medianoche, a la salida de los espectáculos nocturnos. En fin, que, por el cuadro gastronómico diseñado por los panegiristas del marqués de Estella, los españoles pasábanse llenando la andorga la mayor parte del tiempo que emplea la Tierra en dar una vueltecita sobre sí misma.

Y, naturalmente, como lo que sustituyó a Primo de Rivera, en vez de corregir ese feo vicio de zamparse a troche y moche, encaminaba sus pasos a que los españoles manducaran más y mejor que antes, ciertos señores de capelo y otros de charrasco, temerosos de que la raza hispana viniera a parar en una casta de gordinflones, expuestos a que, en momento dado, se les juntaran las mantecas y a condenar sus almas por falta de alimento espiritual, pues no sólo de pan vive el hombre, rogaron al Altísimo que tomase cartas en el asunto, y Dios, que nunca les niega, accedió, poniendo en manos de sus fervorosos rogadores al hombre providencial, Paquito «Troleras», que, por estar convenientemente entrenado en los desolladeros del Rif, sobrábale hechura castrense para poner en orden el estómago de los comilones y sus almas. Lo sucedido después, ya lo saben ustedes: la monda. Bien es verdad que a no ser porque en nuestro mundo la más acusada «verguënza» preside la política de los pueblos y guía las «buenas» obras de la Iglesia católica, mal hubieran tenido cabida y protección semejantes hechos «providenciales». A los cuales se debe que el próximo mes de febrero se cumplan 24 añitos, que, al grito de ¡mariquita el último! diéramos con nuestros humanos huesos en el exilio.

Desde luego, no puede negarse el éxito alcanzado por el Caudillo en el menguamiento estomacal de los españoles, en razón inversa al abarrotamiento espiritual de sus almas. Y pues ambas cosas siguen la ruta trazada por las «líneas maestras» de la política de don Paco, salvo para los altos dignatarios de la Iglesia, pues chocaría sobremanera ver a cardenales y obispos flacuchos, ya que los ojos humanos están acostumbrados a verlos muy grasos y con buena papada, el señor Ullastres, ministro de Comercio del gobierno caudillal del generalísimo, ha dicho en fecha muy reciente, que «está en período de avanzado estudio el Código de la alimentación», el cual tiene singular interés porque lleva consigo la promesa de una ordenación de los productos nutritivos, para que, como bien dice «Madrid» (18-12-1962), «el consumidor esté garantizado contra adulteraciones...»

De otra parte, dado que es más importante lo espiritual que lo material, como así lo ha remarcado el teniente general del Ejército de los Estados Unidos, Mr. P.A. del Valle, en conferencia dada en la Organización Sindical, expresando que «mi visita a España ha confirmado mi opinión de ser esta nación la esperanza del mundo libre y cristiano, pues en la lucha actual, aunque cuenta lo material, es más importante lo espiritual. Están equivocados quienes cifran solamente sus esperanzas en la enorme fuerza de los Estados Unidos, cuando es España la abanderada de la espiritualidad». (Creo, amigos lectores, que a este Mr. P.A. le atiborran por la noche de judías con rabo de cerdo), el Pleno de las Cortes aprobaba 5.000.000 de pesetas para subvencionar la construcción del **nuevo seminario** de la diócesis de Segorbe, 3.000.000 de pesetas para gastos que origine la celebración de los actos conmemorativos del XIX centenario de la venida a España del apóstol San Pablo; 282.017.820 pesetas para pago de una gratificación complementaria de los sacerdotes con dotaciones en la Dirección General de Asuntos Eclesiásticos y, pues unos y otro van de la mano, 22 millones 930.600 pesetas para satisfacer la gratificación de permanentes en el servicio al personal de tropa de las fuerzas de Policía Armada.

Y como la España del Caudillo es «la abanderada de la espiritualidad» y según el Dr. Antonio Añoveros, obispo coadjutor de Cádiz y Ceuta, ofrece «garantías de seguridad y paz capaces de atraer a tantos millones de extranjeros», «seguridad y paz» que obligan a muchos miles de españoles a marchar al extranjero en busca de ellas y por miedo a que sus estómagos adquieran más pliegues que un acordeón, el tal doctorcito, a fin de que esos millones de turistas gusten las mieles del auge «religioso» español, en un «razonado» artículo aparecido en «Ya» (20-11-1962), propone «la creación de un cuerpo de capellanes que, de acuerdo con los respectivos obispos... puedan ofrecerse a los grandes hoteles que bien sería tuviesen su capilla, como las tienen nuestros buques españoles de pasajeros... La caridad de Cristo nos urge... a la hora de hacer grande una nación a los ojos de Dios...»

Por supuesto, la sugerencia no puede ser más estupenda para «prestigiar» España y airear la «realidad» española. Así que pueden ustedes, amigos lectores, dar por segura su aprobación. Claro que muchos turistas, como no vayan provistos de tiendas de campaña para hacer «camping», van a tragarse misas, sermones y rosarios hasta en la sopa que les sirvan en los hoteles en que se hospeden.

Y así es ello, ¡qué «releñe»!

Salvador INIESTA

Libres opiniones

La C.N.T. ante el porvenir

— III —

Un compañero que tiene un lógico concepto de la libertad de expresión, me decía, después de haber leído el primer artículo de esta serie, que no le parecía muy acertado el que se escribiera dando a pensar que la misión principal de la C.N.T. en el futuro inmediato habría de consistir en formar « cuadros dirigentes » o « mandones » que, partiendo de las alturas, trazaran sin previa consulta el destino de nuestra organización. No me dijo ni que dejara de escribir ni que buscara otras columnas : me expresó su criterio y me pidió ciertas aclaraciones, que voy a darle con la esperanza de que disiparé los temores que muy justamente pudo sentir.

Lejos de mi el deseo de situar las cosas en el terreno a que dicho compañero se refirió: hemos de formas cuadros para que las aspiraciones *colectivas* puedan ser estudiadas, definidas, defendidas y aplicadas en las mejores condiciones, dando por descontado que en la C.N.T. ha de ser la base militancial quien determine, que nuestra Organización ha de esforzarse para despertar la conciencia de las masas, hacerles comprender que es de ellas de quien depende el porvenir y convencerlas de lo que individual y colectivamente representan en el desarrollo de la vida de un país. Conste, sin embargo, que la formación de los cuadros intelectuales, científicos y técnicos salidos de nuestros medios en función de las posibilidades que seamos capaces de ofrecer a la juventud obrera estudiosa, es un objetivo que debe intentar cubrirse para que mañana estemos en condiciones de afrontar los complejos problemas que van a planteársenos aunque sólo fuese en el orden económico-social, cuando de nuevo podamos actuar libremente en España.

En prueba del criterio que queda reflejado, veámos ahora, desde otro ángulo, un aspecto que mantiene estrecha relación con las masas obreras que un día constituirán la base militancial de nuestra Organización. Problema escabroso, de mucho fondo y de indiscutible actualidad, ya que el porvenir dependerá de nuestra acción presente y de la que puedan desarrollar los compañeros del interior, no sólo en función de nuestros deseos de hacer obra positiva, sino, además, a tenor de previsibles circunstancias que sería injusto desconocer y, en todo caso, extraordinariamente peligroso eludir. Parece evidente, y de ahí el que me decida a escribir estas líneas, que para que estas masas obreras vuelvan a ser realidad en el seno de la C.N.T. y para que nuestra organización recobre la personalidad que le corresponde en el terreno sindical y la audiencia de los trabajadores en lucha por su emancipación, es necesario considerar que una de las primeras realizaciones estriba en la formación de los cuadros militanciales capaces de tomar en sus manos la reorganización de la C.N.T., desde el ámbito local hasta las instancias nacionales

Dadas las circunstancias especiales que se viven en nuestro país, justo es reconocer que la tarea no es nada fácil. Los grupos de compañeros que prosiguen la lucha clandestina no son numerosos, sus posibilidades (económicas y de movimiento) son limitadas, y no siempre ha de serles hacedero contar en éste o en aquél lugar con un grupo de militantes decidido a preparar el porvenir y a ser los artífices de la más amplia recuperación orgánica que podrá emprenderse cuando se produzca en España el cambio en el que tantas esperanzas depositamos. Pero lo cierto, lo que no puede soslayarse, es la necesidad imperiosa de que estos cuadros militanciales existan, pues la falta de una sólida base en que reposar el nuevo edificio a construir, podría entrañar para nuestra organización los más graves peligros.

¿De dónde han de salir, preguntémonos ahora, los militantes llamados a cumplir con tan difícil como importante misión? A mi modo de ver el problema, sólo existe una respuesta: de las masas obreras del interior. Dos razones esenciales me llevan a esta consideración que, aún siendo afirmativa, no excluye los valiosos aportes que eventualmente pudieran proceder del exterior. De las masas obreras del interior, porque son las más aptas para calibrar en su justo valor las reacciones de nuestro pueblo, porque viven en el seno de la colectividad hispana los problemas que a diario y desde casi un cuarto de siglo se le plantean y porque, en definitiva, nadie es más calificado para comprender y reflejar en la práctica las aspiraciones y los deseos de la clase trabajadora española.

Para calibrar con un máximo de exactitud el alcance de una tragedia, hay que vivirla; cuando se trata de determinar el carácter de una acción, es preciso conocer con el mayor detalle el terreno de lucha; y para hablar a las masas, para acercarlas a nosotros, para hacerlas participar de nuestr razón y de nuestras aspiraciones, el lenguaje que se emplee será, en cierto modo, determinante. De ahí mi creencia, mejor diría mi convicción, en considerar que los cuadros militanciales llamados a propiciar nuestra reorganización han de salir de las filas de quienes luchan y padecen en el interior, como parte integrante de las masas obreras de nuestro país.

Para que llegue a esta conclusión, existe otra razón tan válida como las que preceden. La imprescindible necesidad de que los cuadros militanciales sean jóvenes, surgidos de las nuevas generaciones obreras y capaces de dar a nuestéa Organización el impulso que requerirán las circunstancias. La misión a cumplir será enorme, los problemas a resolver extraordinariamente complejos y habrá que batallar sin descanso día y noche, para cubrir con éxito los objetivos mínimos que la organización se haya trazado. Tan ingente labor corresponde realizarla a la juventud, es de la incumbencia de hombres que no anden encorvados por el peso de los años, sin perder de vista, sin embargo, que el consejo y la ayuda que puedan prestar los viejos militantes será, sin lugar a dudas, de la máxima importancia.

El exilio, de acuerdo con la apreciación que me merece este problema, no me parece estar en condiciones de crear, surgidos de sus propias filas, estos cuadros militanciales. Primero, porque no hemos podido renovar con sangre nueva, con jóvenes en número suficiente para suplirnos. Después, porque nada permite afirmar que nuestra militancia aceptaría franquear los Pirineos para integrarse desde ahora a la lucha de linterior (y no faltan razones válidas en apoyo de esta opinión), y finalmente, porque nuestros cuadros, envejecidos por los años que se han ido acumulando y desconectados del pueblo español por la larga ausencia que de él nos separa, carecerían posiblemente de la eficacia que han de tener los hombres que se encarguen de tal misión. Esto no quiere decir, ni mucho menos, que de nuestras filas no puedan salir valores positivos: los hay y debe haberlos dispuestos a cumplir con el cometido a que me estoy refiriendo, pero dado su volumen, que se me antoja reducido en virtud de múltiples consideraciones, estimo que su labor debería ser la de integrarse a los grupos de compañeros que en el interior luchen en aras de este objetivo, aportándoles su experiencia y sus consejos y su ayuda desinteresada, para que la formación de los cuadros militanciales surgidos del seno de la juventud obrera española pasen a ser la realidad de que tanto precisamos.

Quede buena constancia, porque

(Suite en page 6.)

ARCADIA Y UTOPIA

Por el Profesor Daniel BELL

En la historia de las esperanzas humanas, las imágenes polarizadas de arcadia y utopía se encuentran en algún punto de la curva del universo. Los hombres han sentido siempre la nostalgia de una edad de oro, o proyectan en el futuro un idilio dorado. Hace dos mil años, un poeta griego contemporáneo de Cicerón creyó que la invención del molino hidráulico para moler el trigo devolvería la libertad a las mujeres esclavas: «Seguid durmiendo aunque el canto del gallo anuncie la aurora... Las Ninfas cumplen el trabajo de vuestras manos, haciendo girar las pesadas muelas cóncavas de Nisiria...»

Aristóteles, por su parte, predijo que la esclavitud cesaría cuando los telares trabajaran mecánicamente, pues los capataces no necesitarían mano de obra y los amos podrían prescindir de los esclavos. Los escritores románticos no aceptaron esas profecías. En «Erewon», de Samuel Butler, las invenciones quedaban prohibidas; en la obra de Bellamy, «Locking Bacward», donde se describe un ejército de obreros-conscriptos, William Morris vió un «horrible sueño suburbano». En los tiempos del renacimiento gótico se ennoblecía el primitivismo: cazar, tender trampas, talar árboles, guiar un arado, buscar filones metálicos, tales eran las más nobles formas del trabajo.

En la actualidad hemos llegado a un punto en el que todas esas esperanzas y nostalgias parecen converger. Mientras por una parte la cadena de montaje trae el trabajo hasta el obrero, tendiendo a unirlo físicamente al ritmo de la cadena, por otra parte el vasto desarrollo de los controles automáticos y de la producción continua, crea la posibilidad de eliminar por completo a los obreros de la producción.

LA REVOLUCION DE LA AUTOMACION

La nueva revolución industrial está simbolizada en el término «automación». Esta palabra fué creada en 1948 por la sección mecánica de la Ford Motor Company, para describir las operaciones de nuevas máquinas «de transferencia», que extraían mecánicamente las piezas fundidas de las prensas respectivas y las colocaban en posición frente a otros istrumentos mecánicos para perforar automáticamente los orificios destinados a recibir otras piezas. Los ingenieros puristas se limitan a considerar este proceso de la Ford como una «mecanización avanzada» o, como le llaman peyorativamente, una «automación al estilo de Detroit». Reservan el término «automación» para aquellos procesos en los cuales ciertos instrumentos de alta velocidad y autocontrol, dirigen y verifican las operaciones realizadas por otras máquinas. Como lo hacen notar, estos dispositivos automáticos son muy antiguos. Los romanos usaban una válvula hidráulica flotante para regular el nivel del agua en sus cisternas. Los holandeses utilizaban dispositivos equivalentes para que sus molinos se mantuvieran orientados en la dirección del viento. James Watt inventó un regulador de bolas giratorias para asegurar el ritmo constante de su máquina de vapor. Los viejos molinos norteamericanos de hace 150 años funcionaban gracias a un ingenioso sistema fundado en auténticos principios de «automación»: el grano acarreado hasta el molino era descargado en una tolva que lo pesaba mecánicamente siendo llevado luego por el conducto transportador de tornillo sin fin hasta el piso alto; allí el grano caía por su propio peso en tolvas que regulaban la cantidad que se iba moliendo; la harina, tamizada mecánicamente, era transportada en bolsas por barcazas o carros.

No obstante, cualesquiera que sean las pretensiones de nuestros antepasados, la novedad de nuestros días consiste en la introducción simultánea de múltiples procesos diferentes, gracias a los cuales se ha eliminado el trabajo humano directo regulando el ritmo de trabajo mediante dispositivos mecánicos o electrónicos. Dichos procesos se dividen en cuatro categorías:

1) Fabricación o regulación automática de las operaciones, como en las refinerías de petróleo o los nuevos establecimientos de fundi-

INTERNATIONALE

La revolución de Asturias

CONFERENCIA DE FEDERICA MONTSENY EN MONTPELLIER
PRONUNCIADA EL DIA 2 DE DICIEMBRE 1962

A la distancia de los años, cuando contemplamos ese período, vemos cuán ricos éramos entonces; en ideas, en entusiasmos, en posibilidades .Todos contábamos de 25 a 30 años; algunos menos de 20. Movimiento arrollador por su fuerza, su plenitud; movimiento joven y decidido.

Podíamos tener confianza en la C.N.T., que representaba a toda España. En cada pueblo había un núcleo de hombres bien preparados. El fenómeno de Asturias, en 1934, en 1936 fué el de toda España. Allí donde hubo en mayoría hombres de la C.N.T., no triunfó el fascismo.

C.N.T. quería decir desinterés, mística de lucha, espíritu transformador. Se discute hoy el acierto o el desacierto de las democracias al habernos dejado aplastar. León Blum, Chamberlain, Stalin, si hubiesen sabido que Alemania no estaba todavía preparada para la guerra, ¿hubieran ayudado eficazmente a la República? No; porque nosotros representábamos un horizonte nuevo, porque lo que se había producido en España era una revolución social. Contra nosotros tenían que reunirse todos. Todos los partidarios del Estado pueden ser compatibles con el Estado socialista, con el Estado comunista. La sociedad burguesa puede convivir con el comunismo estatal; no con una sociedad comunista libertaria. A los mismos dirigentes rusos no les interesaba que la revolución española prosperase; por eso nos dejó caer Stalin. Todas las fuerzas burguesas y seudo-proletarias de inspiración marxista nos temían.

Alguien ha dicho también que, sin el 19 de julio — esto es, sin la intervención popular en el 19 de julio — la República existiría todavía en España. Sí, existiría una República de carácter fascista, pues España hubiera sido llevada al fascismo, por golpe de Estado militar o por toma del Poder por los procedimientos electorales hitlerianos.

El mundo capitalista se defiende por todos los procedimientos: con métodos fascistas, unas veces; **democráticamente,** como en Francia, cuando los pueblos se dejan llevar por los partidos políticos, cuando abdican, pero el pueblo español no abdicó.

Un millón de muertos fué el horrible holocausto que coronó tan heroico y extraordinario esfuerzo.

CONCLUSIONES

Hoy la situación es diferente de lo que era entonces. En lugar de ser un movimiento ideológico pujante, somos un movimiento desangrado, debilitado. La C.N.T., en España y en el Exilio, está representada por los que sobrevivimos de aquellos jóvenes sobre los cuales han pasado 25 años. Muchos han muerto en campos de concentración, en Francia, en Alemania, de muerte natural; otros han renunciado; otros están enfermos, mutilados, inválidos; otros se han adaptado al país donde viven. Pero este es el caso de todos (socialistas, comunistas, republicanos).

He dado como cifra la de un millón de muertos, porque es la que da todo el mundo. La cifra exacta de los inmolados por el fascismo no se sabrá jamás. Hay pueblos donde entraron los «nacionales» y mataron a todos los hombres, de los 18 a los 60 años. Pueblos donde mataron hasta a las muchachas, a los viejos, a las mujeres. España ha sido, durante muchos años, un país vaciado de 1.500.000 de sus hombres, de sus fuerzas vivas y renovadoras. Tragedia que no tiene igual en la historia del mundo.

¿Dónde pueden encontrarse las fuerzas nuevas? Hay que saltar una generación, me decía un compañero en una ocasión. Esta está perdida por el propio instinto de conservación; los hijos de los emigrados o de los que quedaron en España, lo suficientemente crecidos para tener memoria de lo que han visto y vivido, ellos y sus padres, no quieren volver a sufrirlo. Recordemos lo que ocurrió en Francia después de la Commune de París.

Yo tengo también mis períodos de crisis. ¿Está todo perdido? — a veces me pregunto. Examino fríamente los hechos y vuelvo a recobrar la esperanza.

Hay que pensar que el régimen enseñoreado del Poder se desgasta desde hace 24 años. Sólo ha sabido dar a España terror, hambre, demagogia. El pueblo pierde el miedo y está surgiendo a la vida social española la tercera generación: la que ha hecho las huelgas de Asturias, en marzo y abril de 1962. Esta generación que no ha vivido la guerra civil, vive hoy la ignominia, la indigencia y la inferioridad social que son sinónimo de toda dictadura. Muchachos de 20 a 25 años que no han oído la voz del exilio, que sólo oyen la voz de sus necesidades y de su rebeldía.

Cuando las huelgas de Asturias, se produjeron en Alemania grandes manifestaciones de trabajadores, enviados allí por el franquismo; esos trabajadores gritaban: «¡Viva Asturias! ¡Abajo Franco!» Hace una semana hubo una manifestación en Ginebra ante la embajada de España; la Prensa decía que el 90 % de los manifestantes eran extranjeros, sobre todo españoles.

¿Por qué hoy el franquismo ataca particularmente a los jóvenes? Porque son las nuevas generaciones, que no saben nada del pasado, pero que llevan en sí la protesta y el ansia de cambio y de mejora.

Hoy tenemos firmado un pacto de Alianza Sindical. Considero que es el único camino para trabajar juntos entre estas nuevas generaciones. Es a través de esta Alianza como podremos tomar de nuevo en mano al proletariado español, impulsar y orientar al pueblo. Lo que no podemos ni debemos hacer es quedar más atrás de lo que son las aspiraciones de este pueblo.

España no ha sido jamás un país socialmente atrasado; por el contrario, se ha adelantado siempre al tiempo político y social de cada época. Toda fórmula y solución que no sea avanzada y realista, está condenada al fracaso. Si se produce un cambio en España, que sea sólo de fachada, nada ni nadie podrá impedir una nueva tragedia. Hay que tener conciencia del descontento que se manifiesta como puede; de que el pueblo español quiere superar su vida; que hay en él rebeldías; de que no quiere continuar sometido. Si no se tiene en cuenta todo esto, no se hará NADA en España.

La Alianza ha de ser la fusión de los esfuerzos de las dos organizaciones C.N.T.-U.G.T. La Alianza obrera nació en Asturias: su origen es, pues, revolucionario, y creció abonada por hechos prácticos. La finalidad común e inmediata que persigue, es intensificar y hacer eficaz la lucha por la liberación de España.

Su objetivo, defender el interés sacrosanto de la clase obrera. El obrero español, estas nuevas promociones nacidas y crecidas bajo la dictadura, que tienen que emigrar para poder hacer frente a la vida, no nos perdonarían si dejáramos de ser el estandarte de sus legítimas aspiraciones. En el momento en que el franquismo caiga, habrá que emprender la revolución que no se hizo en 1931; habrá que ir a la solución de los problemas que no resolvió la República. Si la supresión del régimen se produce por medios pacíficos, por ejemplo por el restablecimiento de la Monarquía, nada se habrá resuelto, porque la misión de la nueva casta dirigente — sensiblemente la misma con otros nombres — será defender y conservar el actual **statu quo** de la sociedad franquista. El pueblo continuará como ahora.

Hay que ir a una transformación de estructuras que, aunque no sea el comunismo libertario, abra para el pueblo español el camino del progreso. Hay que restablecer y estructurar sólidamente las libertades básicas: de enseñanza, de asociación, de expresión, de reunión. Hay que acometer transformaciones profundas en el agro, en la industria, en toda la vida social y económica. Hay que dar al trabajador al pueblo español, la suerte y el destino que merece.

Si no fuésemos capaces de hacerlo, fracasaríamos como organizaciones, como movimientos de ideas y como individuos.

Declarada la tribuna libre, después de dos o tres intervenciones coincidentes en el fondo con lo que acababa de expresar la oradora, el Presidente dió el acto por terminado.

UNA ESPECTADORA

FRANCO, DON JUAN Y LOS FALANGISTAS

Dos noticias relativas à España, de las que se ha hecho eco la prensa extranjera, pero no la española, lo que da idea exacta de su imparcialidad y amplitud informativa, contrariamente a lo que sostiene el Sr. Fraga Iribarne, nos dan a entender que nos hallamos ante una nueva maniobra franquista, tendiente a dar la sensación de que el régimen de Franco puede sustituirse por el propio franquismo.

Una de dichas noticias, aparentemente anodina, recoge manifestaciones expuestas en el Boletin del Conde de Barcelona, en las que la realeza sin corona se queja de que el régimen prolonga excesivamente el exilio de hecho al que se ve sometido Don Juan y de que se mantenga al «rey» lejos de los españoles, como si fuera un peligro que éstos aprendieran a conocerlo.

Ello da a entender que el régimen ha hecho promesas concretas al pretendiente, promesas que, por lo visto, no se cumplen. Por lo que se vé, Don Juan no se ha cerciorado aun que esa y no otra es la moneda corriente que utiliza el franquismo. A decir verdad, el pretendiente es bien poco realista, a no ser que la reacción de Don Juan obedezca —cosa más que probable, como luego veremos— a inspiraciones del franquismo. De cualquier modo nos parece justo concluir, recogiendo la frase que en memorable ocasión pronunciara Don José Sanchez Guerra, que en España, hoy como ayer, la realidad esta por encima de la realeza.

La otra noticia a que nos referimos, de contenido más trascendente y de tono más espectacular y estridente, consiste en la posición demagógica que la llamada «izquierda falangista» ha adoptado en el Boletin del Circulo Doctrinal José Antonio, titulado «Es Asi», con un articulo de su presidente Luis González Vicen antiguo jefe de la guardia de Franco.

En dicho articulo se preconiza el establecimiento de relaciones diplomáticas con la U.R.S.S., la elección de un gobierno, por el pueblo la creación de un régimen bicameral y se critica la acción de los grupos de presión, del «Opus Dei » y la tendencia del gobierno a incorporarse de cualquier modo al Mercado Común.

Por extraño que parezca, preconizar que el régimen de Franco establezca relaciones diplomáticas con Moscu no es ninguna novedad, pues entre Moscu y Madrid ya existen relaciones oficiales desde hace mucho tiempo, a través de los intercambias comerciales en gran escala que entre ambos países tienen concluidos y que se van aplicando regularmente Por lo demás, los puntos de vista que mantiene el antiguo jefe de la guardia de Franco, son tan demagágic que se vé a la legua el artificio, la maraña y la maniobra. La cuerda que el Caudillo intenta tender a través de su exguardian, es demasiado gruesa para no ser vista hasta por los más inexpertos.

Los factores en presencia (no es necesario insistir excesivamente acerca de la calidad manejable, maleable y servil de Don Juan y de los falangistas respecto a Franco, pues las gentes medianamente informadas estan ya al cabo de la calle de este hecho) nos hacen presumir que nos encontramos en presencia de una maniobra franquista, en la que Don Juan y los falangistas juegan, como siempre, la carta de Franco y son manejados por éste. Por otra parte, los elementos de juicio que hemos podido reunir abonan también la tesis de que se trata de una maniobra, mediante la que el franquismo pretende convencer al exterior de que tiene posibilidades de sustituirse a si mismo. Lo que con ella persigue podría resumirse del siguiente modo:

a) Colocarse entre esas dos posiciones que parecen contrapuestas, especular con la una y con la otra para obtener concesiones recíprocas de ambas a la vez y aparecer a los ojos del exterior como el epicentro de todas las cosas y el elemento moderador y regulador, sin el cual no hay posibilidad de entendimiento en España.

b) Hacer creer al mundo que en España existe libertad de expresion, pese a que en realidad solo exista para Falange y los monárquicos o monarquizantes.

c) Poder apoyarse, en último término, en las estridencias y demagogias falangistas, para justificar la disolución de la ya moribunda Falange, con lo que daria la sensación de haber evolucionado realmente.

Sabe perfectamente el franquismo que sus más firmes sostenes los tiene, como los ha tenido siempre, en el Ejército, en la alta finanza y en la Iglesia. Del mismo modo sabe que el Ejército se considera postergado, al no estar incorporado en la N.A.T.O. con todos los derechos, y que, de no consequir tal incorporación, podrian producirse desafecciones. Sabe igualmente que la alta finanza necesita que España se incorpore al Mercado Común, para que sus negocios no se arruinen por anquilosis, y exige dicha incorporación, sin lo que también podria tomar sus distancias del régimen. Sabe que la Iglesia, que no pierde ningun tren, va tomando sus medidas de aislamiento con el régimen, al constater las dificultades con que éste tropieza. Y sabe que en el pueblo no puede apoyarse porque, desde siempre, le fué hostil.

De ahi la necesidad imperiosa para Franco de ingresar en esos organismos. Y como quiera que para ello necesita reunir condicio-

(Suite en page 6.)

---

ción de motores. En estos casos los obreros se ocupan de ajustar los dispositivos de control, de vigilar las operaciones y de efectuar reparaciones delicadas.

2) Sistemas de registro de datos, basados en gigantescos «cerebros» electrónicos capaces de almacenar millones de informaciones y seleccionar en una fracción de segundo aquélla que se requiere. La United States Steel Corporation ha instalado un sistema de registro de datos por el cual los pedidos son simultáneamente convertidos, mediante bandas registradoras, en órdenes de producción, horario, transporte y expedición destinadas a la fábrica correspondiente, en informaciones estadísticas y financieras destinadas a los registros respectivos de la compañía, y en notas, facturas y listas de precios destinadas a los clientes.

El Bank of America posee un «empleado bancario» de 25 toneladas; se trata de una máquina electrónica compuesta de 17.000 válvulas de radio y más de 30.000 metros de cables eléctricos. La máquina, modestamente llamada «Erma», es capaz de tener al dia los detalles correspondientes a 50.000 cuentas bancarias. Acepta suspensiones de pago y órdenes de retención, señala las cuentas en descubierto e imprime estados de cuentas mensuales a una velocidad de 600 líneas por minuto.

3) Procedimientos de control auto-correctores, que «instruyen» a a las máquinas por medio de bandas perforadas, parecidas a los antiguos rollos de pianola. Un torno automático de la Arma Corporation, que recibía instrucciones a través de una banda perforada, fabricó en cuatro minutos, con una precisión de 0,00003 de pulgada, una pieza que un obrero especializado fabricaba normalmente en media hora siguiendo el diseño correspondiente. Una fábrica de cemento armado perteneciente a la Cleveland Builders Supply Company carga en camiones de transporte cualquiera de las 1.500 fórmulas de cemento que se emplean. En un tablero de control electrónico se inserta una tarjeta perforada, cuyo código corresponde a la fórmula elegida, y la mezcla deseada es transportada y descargada en el camión; los mecanismos de control pueden incluso medir y compensar cualquier deficiencia o exceso de agua en la arena, roca triturada y escoria que componen la mezcla .

4) Montaje automático. La Admiral Corporation y otras grandes compañías de aparatos eléctricos poseen máquinas capaces de desmontar completamente un aparato de radio. Una de esas máquinas, llamada «Autofab», y producida por la General Mills, arma en un minuto las piezas electrónicas cuyo montaje representaba una jornada de trabajo de un obrero.

CONSECUENCIAS ECONOMICAS DE LA AUTOMACION

Si bien algunas de esas fábricas se parecen a la «fábrica robot» que los escritores de «ciencia-ficción» han descrito hace mucho, no han llegado todavía a la «verdadera» automación. El montaje totalmente automático sólo es posible actualmente cuando se trata de fabricar en gran escala un sólo producto. Pero esa maquinaria inflexible y unilateral resulta demasiado costosa para la producción en menor escala, por lo cual su adopción tiende a «congelar» las características y la evolución tecnológica del producto. La auténtica automación, tal como la conciben Eric Leaver y John J. Brown, abarcaría máquinas de fabricar gran variedad de productos, en vez de requerir una máquina para cada producto. Si algún día llegaran a crearse esas máquinas, ello representaría, no sólo una revolución en la tecnología, sino también en la estética. Por ejemplo, la concepción del diseño y la apariencia de un aparato de radio o de una estufa, tendrían que cambiar radicalmente. En la primera revolución industrial, las tendencias estéticas dominantes determinaron el diseño de las máquinas. En la famosa exposición del Crystal Palace, en 1851, el hierro hizo su primera aparición en la construcción y en la mecánica; fieles a los gustos dominantes, las estructuras y los aparatos de hierro tenían diseños más ornamentales y barrocos que funcionales. Los «modernos» necesitaron mucho tiempo para arraigar la idea de que la forma, en vez de disimular la función, debía expresarla. Sin embargo, aunque el diseñador ha dejado de ser conservador, el ingeniero sigue siéndolo. Para él es más fácil crear máquinas automáticas destinadas a un solo fin, y que dan resultados tan rápidos como espectaculares. Pero la adopción de esas costosas maquinarias sólo servirá para retardar la llegada de las máquinas automáticas más flexibles, capaces de fabricar diversos productos y provocar con ello una verdadera revolución en la esfera del maquinismo.

(Continuará.)

DE TOUT ET POUR TOUS

Libres opiniones

Comentarios del momento actual

Cualquiera diría que si nos agarramos fuerte a las circunstancias, todo nos va a llegar a pedir de boca. Como si el circunstancialismo fuera a modo de esos discos, usados por los principiantes en la práctica del hipnotismo, a fin de dormir más fácilmente a quien les sirve de sujeto. A menos se suponga estemos dentro de un círculo denominado con el mismo nombre y del cual no podamos ya prescindir.

No se hable tanto de imposición, buscando encubrir así toda la serie de dejaciones. Eso es, acatemos acuerdos, aunque sea olvidando que la no observancia de ellos, trajera como consecuencia separaciones y desengaños. sin imponer nunca, a nadie, absolutamente nada de lo que se pretenda pasar de matute y no confundamos alegremente; democracia no es siempre, y forzosamente, libertad tal cual nosotros — los anarquistas — la entendemos.

Si las circunstancias así nos lo indican, habremos de ir dejando por el camino todo (o casi) nuestro bagaje ideológico, a fin de «no chocar» con los demás, a fin de no parecer intratables. Ello aunque los demás se encierren en su criterio, poco coincidente con el nuestro y dentro de una casi completa intolerancia. O a lo más. dando una de cal y otra de arena, extendiéndonos una mano, mientras dan la otra a quien saben de sobra es un enemigo bien emboscado, igual al camaleón que para mejor pasar desapercibido, acomoda su color al del medio en que vive. Y eso para mi se parece a lo de querernos hacer pasar culebra por anguila. Seguimos dentro del circunstancialismo. Y a tenor de él, nuestras tácticas (que casi nadie se atreve a negar, mejor diría yo a renegar), pueden desdoblarse, no sé si hasta el infinito, adaptándose a todos los medios, ocasiones y situaciones.

Lo práctico parece sea no llamarse anarquista, ya que esa calificación puede causar un temor siquiera atenuado; lo más práctico creo es considerarse libertario, que es menos llamativo y se adapta mejor al momento. O bien socialista libertario. Eso, por lo que se vé, no asusta a nadie, ni a los que por poca cosa se impresionan.

Si un día la C.N.T. dejara de ser anarco-sindicalista, bien podremos decir que ha perdido su razón de ser y existir como tal, como organización revolucionaria, para prestarse a ser juguete de una política cualquiera. Y todos nuestros enemigos, encubiertos o no, podrían cantar victoria. Dicho así claro, sin tapujos ni pelos en la lengua. Naturalmente que nadie, por lo visto, piensa en una tal posibilidad, a pesar de lo cual bueno es que también hablemos de ello, ahora que tanto se alude a métodos de lucha «a la moderna» de resultados ínfimos y que a la vista de todos están.

Si cada uno de los que entienden que una de esas tendencias es la que más se acerca al logro de nuestra máxima emancipación y por tanto de una libertad amplia, lleva a cabo su labor de propaganda y de captación con arreglo a su conciencia nada, indiscutible y lógicamente, podremos decir, menos aún reprochar.

Mas si cada cual que bajo el apelativo que escogió se cree poseedor de SU verdad y con arreglo a ella obra, menguado efecto, pobre contribución habrá aportado a la organización, a la que naturalmente dice y asegura deberse y por la cual está dispuesto a todo... sin olvidar jamás las circunstancias.

¿Hay diferencia específica de peso entre anarquistas, libertarios y socialistas libertarios? ¿Sí? Pues expóngase clara y comprensivamente en qué consiste, pero sin recurrir a elucubraciones y subterfugios. A mi juicio siempre, la discordancia no es tan grande como, a juzgar por lo que veo, se trata de señalar, sin demostración palpable, clara y convincente.

El Comunismo Libertario parece quiere presentarse a modo de un principio de Anarquía y no es, no ha de ser así. La Anarquía ni necesita de principio, ni ha de considerarse como un fin, ya que es un Ideal en evolución continua, siempre en pos de más bienestar, de más comprensión, de más Libertad. Y si bajo el título de Comunismo Libertario lo que se busca siguiendo situaciones o circunstancias — es adaptarse a cada momento, córrese el riesgo de estancarse en una pseudo-política, de la que no se escapará sin grandes riesgos. Ello equivaldría, y permítaseme la comparación, al «puente» del comunismo estatal, que es lisa y llanamente una dictadura tan férrea, por no decir más que cualquiera otra, negra, azul o blanca y que en Rusia dura desde hace ¡cuarenta y cinco años!

Claro que con la «promesa» de estabecer el **verdadero** comunismo dentro de otros 45 por delante.. Más aún, hasta los mayores sectarios de entre ellos, siguen diciendo — cuando las circunstancias así lo aconsejan — que su finalidad es la convivencia sin imposición alguna; ellos tampoco reniegan por entero de la anarquía, ya que su cinismo les permite eso y mucho más.

La convivencia es posible. Basta que todos nos hagamos la cuenta de que las dejaciones, lo único que nos traen es pérdida (innecesaria), de personalidad. Porque no se olvide que, mientras nosotros vamos cediendo en nombre de una entente que no acaba de pasar de teórica, y ello teniendo en cuenta que la liberación de nuestro pueblo — de Iberia — de las zarpas fascistas la seguimos considerando primordial, los otros siguen contemporizando, dando largas al asunto, buscando o adquiriendo compromisos que luego tratan de justificar o de disimular, porque la política es así, no puede ser de otra manera, y exije eso y no otra cosa.

O sea que si la C.N.T., si el Movimiento libertario muestra deseos de una pronta acción liberadora, que no se tome ello por impaciencia que nos haya de obligar a compromisos inadmisibles. Y si los partidos políticos y cuantos les siguen de cerca o a distancia pretenden explotar eso, al mismo tiempo que flirtean con nuestros enemigos, no de anteayer sino de ayer mismo, no hay otro remedio que decirlo así, claro y concreto, para que hasta sordos y ciegos de conveniencia, voluntarios o inconscientes, lleguen a enterarse.

Tolerantes y transigentes hasta el extremo límite, repetidamente lo hemos dicho. Pero que nadie, ni aún los que con la mejor intención quieran persuadirnos, pretendan que, en nombre de las circunstancias, hayamos de ir más allá de lo que hasta la más simple lógica nos dice cuál ha de ser nuestra actitud. Si a través de la Alianza Sindical no se dá el paso decisivo y necesario porque ciertos obstáculos lo impiden, no habrá más remedio que convenir en que la turbia política es quien pone trabas e impide pasar a la acción. Y, en ese caso, que tampoco se nos pretenda pedir vayamos a remolque de partidos o partidillos, algunos sólo de nombre, pero sin número apreciable. No por ser mayoritarios hemos nunca pretendido imponer nuestro punto de vista; tampoco se nos exija esperar eternamente a que unos señores se decidan a llevar a cabo un movimiento y éste aún «incruento». Si el fascismo quedó entronizado en España a fuerza de sangre y fuego, difícilmente lo extirparemos con mociones— ni siquiera respaldadas por millones de afiliados —, oraciones ni caridades de parte de nadie, de dentro o de fuera.

Y si hemos de esperar a que las circunstancias nos sean favorables, mejor será decir a los que en España, en Iberia, sufren y luchan, que no se hagan ilusiones de un exilio poco o nada dispuesto a liberarles de la esclavitud, la miseria y la opresión que ellos solos no pueden derribar; que sus ejemplos, cada vez que una ocasión se les presenta, mínimo efecto producen para que por nuestra parte hagamos un sólo y verdadero esfuerzo que termine con tanta ignominia. Habrá de decírseles que se prefiere pastelear con unos y con otros, confiar en quienes, si ayudan, será a condición de atarnos de pies y manos, lo que equivaldría tanto seguramente como a salir de Herodes para caer en manos de Pilatos, dejar la opresión fascista para caer en la de un «rey», cuando las monarquías van pasando al rincón en que se conservan los objetos prehistóricos, o algo parecido.

A lo cual, nosotros, hemos de contestar con un redoblamiento de acción, incluso si ello pone de mal humor a cuantos se creen infalibles en sus combinaciones, a los que nos hacen pasar el tiempo con contemplaciones, buenas palabras, o limosnas, a los que en realidad ninguna prisa tienen en que el régimen franquista, acabe, a no ser «por las buenas», sin actos de fuerza, por su propia voluntad. En cuyo caso, digamos, sencillamente, tienen para lustros de espera los que en España tanto confían en el exilio...

Por lo menos que no vivan de ilusiones. Y que cuenten solamente con los dispuestos a .obrar, y pronto.

Francia, enero 1963.

Julián FLORISTAN

La C.N.T. ante el porvenir

(Suite de la page 4.)

quiero evitar una vez más se den a mis palabras falsas interpretaciones, que cuanto precede no tiende en absoluto a negar lo que el exilio vale y representa. Me limito a dejar constancia de una situación y de unos hechos que a mi me parecen evidentes y que otros pueden considerar, quizás con mayor realismo, desde una óptica que les permita llegar a distintas y más óptimas conclusiones. No digo, repito, que el exilio sea negación; estimo, por el contrario, que puede y debe colaborar decididamente con los compañeros del interior en el estudio, la preparación y la ejecución de un plan de actividades que posibilite la rápida formación de los cuadros militanciales a que vengo refiriéndome; creo que es el más indicado para procurar los medios que son indispensables para emprender y proseguir con éxito esta labor, y estimo que es de nuestra incumbencia proporcionar a quienes allí prosiguen la lucha los elementos adecuados de propaganda y de información, que permitan a la C.N.T. establecer un más amplio contacto con las masas laboricsas de nuestro pueblo.

No soy, por consiguiente, pesimista. Unos y otros podemos trabajar en bien de la causa común, cumpliendo cada uno con la función que nos compete para que, de conjunto, podamos alcanzar el objetivo. Desde el exilio, nuestra labor puede revestir importancia capital, si comprendemos y aceptamos honestamente hasta dónde podemos llegar, lo que somos capaces de ofrecer y lo que en virtud de las realidades de nuestra vida, estamos todavía en condiciones de afrontar y de consentir. Si así nos producimos y colaboramos fraternal y desinteresadamente con el Interior, aportándo'es nuestra ayuda, nuestros consejos y nuestra experiencia, es muy posible que podamos estimarnos, con razón, satisfechos de nuestra obra: la de haber participado, con entusiasmo y cariño, en la formación de los cuadros militanciales del mañana, surgidos del seno de la clase trabajadora española.

A. TARRAGO

París, enero de 1963.

RECUERDOS

UNA MUJER

Había sido una buena «jembra», esbelta, tez morena, cabello negro y ojos grandes, muy grandes, y muy andaluces, ojos que no pueden esconder ni las grandes pasiones, ni las iras por los desencantos.

Había nacido en la campiña jerezana; en aquella campiña llena de sol que con sus rayos beneficiaba aquella producción exuberante de la madre natura, dañaba a todos aquellos camperos que trabajaban desde que salía hasta que se ponía, haciéndoles viejos antes de serlo; sol que el verdor de sus campos, convertía en oro para aquellos «señoritos» de una nobleza exportada de Castilla para dominar aquella rebeldía innata del campero andaluz.

Sol que a la sombra de cualquier olivo, hacía soñar y pensar al sencillo hombre del campo sobre las injusticias del mundo capitalista, sueño que le mostraba la razón de la Anarquía, por un mundo más humano, sin grandes problemas filosóficos que estaban fuera de su alcance, pero era su «razón» de vivir.

Tan rica en todo la campiña jerezana, que la naturaleza de la creación, recogía en formidables salinas aquella gracia para exportarla y dar a conocer un rinconcito, donde unos hombres y unas mujeres sabían cantar, sabían bailar con su gracejo peculiar y podíamos decir, casi único, pero que sabían asimismo, que las hoces, no sólo servían para el trabajo campero, tienen mayores y más altos destinos.

Así era Ana, bonita, soñadora y rebelde. Maestrita rural, se enamoró y se unió a un zapatero «remendón» de los camperos, y en sus idilios llenos de pasión, ella le enseñaba esos «galimatías» de la gramática y las complicaciones de la aritmética; él, le enseñaba sus rebeldías, sus quimeras, que se le habían metido muy «jondo», al escucharlas de boca de los compañeros campesinos.

El idilio amoroso duró poco; las hoces bajaron a la ciudad de los «señoritos»; la campiña vivió días alegres; mas, aquella innoble nobleza, la Iglesia y el Poder, mandaron a los uniformados para ahogar aquellas reivindicaciones campesinas que pedían vivir un poco mejor, y exterminar aquellas ideas que corrían por el campo andaluz.

Ana vió como al amor de sus amores, se lo arrancaban de sus brazos; luchó como una leona para defender lo que era suyo. Cuando recobró el sentido, ya no estaba a su lado el elegido por sus sentimientos de mujer.

Corrió a buscarlo; no lo podía ver. El proceso por la insurrección de Jerez estaba abierto; su compañero era «muy peligroso» y tenía que llevar su ejemplar castigo para que sirviera de escarmiento.

Días y noches sin fin, de angustias y zozobras infinitas; nadie la podía consolar, porque otras mujeres, como ella se encontraban en la misma situación. Empiezan las ejecuciones; su compañero era de los elegidos. Ana quiere luchar para salvar su presa, pero como en toda derrota, no encuentra aquella ayuda para su objetivo.

Por fin, llega el indulto «generoso» del Poder, pero quedan los treinta años de «prisión mayor», como los jurídicos lo «motean», y hay que cumplirlos en el «Hacho», Penal de Ceuta. Ana acompañará a su compañero hasta donde le llevan; su decisión está tomada.

Tras infinitas penas, llega el día del «traslado»; en aquellos tiempos había que hacerlo a pie; era el único medio de transporte, para aquellos «terribles criminales». Más tarde, en nuestro tiempo, se repitió el caso con medios de transportes; los hombres de la C.N.T. lo hemos conocido.

De Jerez hasta Algeciras hay que hacer el camino a pie; a caballo van los uniformados; son los representantes de la «nobleza»; la Iglesia y el Poder; son la «aristocracia» del camino. Ana hace su hatillo con lo poco que tiene, y a recorrer el camino al lado del ser querido. Tiene que dormir en el campo; no hay dinero para la «Posada»; los presos solo caminan de día; la noche es peligrosa para los «uniformados»; para que se mantengan, como «reata», el Estado «generoso» da «tres chicas» por día; a nosotros nos daban cincuenta céntimos.

El camino dura siete días; Ana sabe soportarlos con entereza pero al llegar al puerto de Algeciras tiene la dicha de abrazar a Fermín, mas se entera que sólo a Ceuta pueden ir las «prostitutas»; el Estado, muy católico, no puede olvidar esta importante «cuestión».

Ana no duda; saca su «cartilla» de mujer pública y para Ceuta. Allí trabaja, friega, limpia, cose y hace todo lo que sea dignamente; su compañero sigue «remendando» zapatos; así tienen hijos; así los crían y les enseñan sus ideas.

Mujer abnegada, mujer sublime, que siempre supo mantenerse en los principios que su compañero le enseñó; modesta, sencilla, sin jamás hacer ostentación de sus sacrificios y de sus ideas, pero «fiera» defensora del «viejito».

Al salir del Penal, corrí a verla; llorando nos abrazamos, recordando al «viejito» asesinado por los «señoritos» jerezanos, que no perdonan, que no olvidan, por muchos años que pasen y que nos dan un ejemplo de continuidad.

Así era Ana, la buena compañera de Sánchez Rosa; a ambos no os olvido.

C. ZIMMERMANN

Como tienen que decir las verdades

En la España actual, como en todas las dictaduras, es muy difícil decir la verdad y menos por escrito. Aquel conocido barquero que cantaba las verdades debe haber naufragado. Pero no cabe duda que que siempre hoy inconformistas que buscan el medio de decir algo, como este Manuel Muñoz Cortés, que en un libro «El Español vulgar», editado en Madrid, dice refiriéndose a los nuevos ricos:

«El hablante vulgar que dice artabús *en vez de* autobús; sordao, arrempujar, *etc., aunque mejore su situación económica y aunque consiga cierta soltura de gestos o vestir bien, siempre denunciará lo rápido de un cambio si no ha cuidado de eliminar las formas más toscas de su manera de hablar. En cambio una corrección idiomática, que puede ir unida a una situación social humilde o de escaso relieve económico, puede indicar una actitud de voluntad de perfeccionamiento espiritual y con ello una «jerarquía», superior a la de quienes se han elevado rápidamente sólo en posibilidades económicas.»*

FRANCO, DON JUAN y los falangistas

(Suite de la page 5.)

nes que no reune, realiza maniobras en vista de simular una trasformación de fachada, no real, capaz de «dorar la píldora» a quienes sean capaces de darle facilidades, comulgando con esa bola. ¿Logrará sus propositos?

Todo es posible; sobre todo si por parte de la oposición real no se ofrece una fórmula sería y valedera, y si dicha oposición no se dispone a hacerla triunfar por todos los medios, sin descartar las acciones viriles y contundentes.

Toulouse, 16 enero de 1963.

Servicio de Información C.N.T.

Activités de nos camarades Espagnols

Fieles a nuestro sentimiento solidario hacia todos los explotados, así como hacia todos nuestros compañeros de ideología, abrimos estas páginas a aquellos que de ello tienen mayor necesidad en este momento: nuestros camaradas españoles, refugiados en Francia, privados de todo medio de expresión.

He aquí por qué «ESPOIR» acogerá a todos los españoles que se dirijan a nosotros para exponer sus problemas, pedir nuestra ayuda y, si es necesario, nuestro consejo, enviándonos sus comunicados o sus artículos en su lengua materna, ya que no conocen otra.

COMMUNIQUES

17e UNION REGIONALE UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, nº 60, LYON (5e).

F. L. DE TOULOUSE

Esta F. L. celebrará asamblea ordinaria el domingo día 27 de enero, a las nueve y media de la mañana, en nuestro domicilio social.

Debido a los importantes asuntos que debemos abordar y resolver, rogamos la presencia activa de todos los compañeros y militantes.

⁂

Por motivos de orden orgánico, la conferencia que el compañero Roque Santamaría, debió pronunciar el día 27 de enero, queda aplazada para el día 10 de febrero.

FEDERACION LOCAL DE DIJON F.I.J.L.

Para el día 27 de enero, domingo, a las diez de la mañana, tendrá lugar nuestra asamblea. Se celebrará en el local de costumbre, Café de la Comedia.

Del mayor interés para todos los afiliados a la F.I.J.L. es lo que ha de tratarse; de ahí que sea aconsejable la asistencia y puntualidad de los afiliados a la Local.

FEDERACION L. DE MACON

Se convoca a todos los compañeros a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 3 de febrero, a las 10 de la mañana, en el lugar de costumbre.

Se ruega la asistencia de todos los compañeros por tratarse de asuntos de interés para esta F.L.

F. LOCAL DE CARCASSONNE

Esta F. L. comunica a todos sus afiliados que el día 27 del mes en curso, se celebrará asamblea general, en el Café Glacier, a las dos de la tarde.

Se ruega a todos hagan acto de presencia.

FEDERACION L. DE OULLINS

Para el domingo 3 de febrero, a las nueve y media precisas, no más tarde, tendrá lugar nuestra asamblea mensual, en el local de la calle Montesquieu, núm. 22, Lyon.

Es aconsejable el mayor número posible de compañeros, única manera de poder justificar nuestra condición de militantes.

F. L. DE OULLINS-LYON

COLOQUIOS EN EL RHONE-LOIRE

Para el domingo 27 de enero, a las nueve y media, y por la tarde si hubiese lugar, esta F. Local tiene organizado un Coloquio al que quedan invitados todos los compañeros de la región. Como veréis, el temario no puede ser de mayor interés.

«¿Cumple la C.N.T. de España su misión en el Exilio?

Ponente, el compañero Fontaura. Lugar de la reunión, 22, rue de Montesquieu, Lyon.

Aconsejamos mucha puntualidad en la hora para la extensa discusión que cabe preveer.

☆

PARADERO

Miguel Arrabal González pregunta por el paradero de Rafael Márquez Arrabal que se encontraba en noviembre del año 1956 en St-Etienne (Loire) .Si alguien lo ha conocido se ruega dirijirse a José González, 4, rue Doyennée, Macon (S.-et-L.), por tratarse de un asunto de familia.

ACTO PUBLICO DE ALIANZA SINDICAL EN AVIGNON

Que tendrá lugar el domingo, día 27 de enero a las 2 h. 30 de la tarde, en el local de Force-Ouvrière, Bolsa del Trabajo, 20, avenue Monclar.

Harán uso de la palabra:

PASCUAL TOMAS
secretario general de la U.G.T.

ROQUE SANTAMARIA
secretario general de la C.N.T.

El Comité local de Alianza Sindical U.G.T.-C.N.T. invita a todos los españoles y particularmente a los afiliados de las organizaciones mencionadas, a asistir a este acto.

¡Españoles, venid numerosos!

Con vuestra asistencia confirmaréis vuestras ansias de libertad para el pueblo español.

El Comité de Alianza Sindical

●

CONFERENCIA EN BEZIERS

El domingo día 27 de los corrientes, a las nueve y media de la mañana, se celebrará en el local social una conferencia a cargo del compañero Renacer Soler, tratando sobre el tema: **«Espartaco y las revueltas de esclavos».**

La conferencia será pública y se invita a todos los compañeros de los pueblos circunvecinos, lo mismo que aquellos que desean elevar su nivel de cultura.

Esperamos que tanto la asistencia como la puntualidad serán máximas.

◆

CENTRO DE ESTUDIOS SOCIALES Y ECONOMICOS

79, rue Saint-Denis, Paris
(Metro: Chatelet o Etienne-Marcel)

CONFERENCIAS

La segunda conferencia del ciclo sobre los problemas económicos peninsulares, tendrá lugar el sábado, 26 de los corrientes, a las nueve menos cuarto de la noche, y correrá a cargo del joven economista

Macrino SUAREZ

que disertará acerca de los

«PROBLEMAS ESTRUCTURALES DE LA AGRICULTURA ESPAÑOLA»

★

COMUNICADO DE LA F. L. DE MONTANBAN

La F. Local de Montauban, en asamblea general celebrada el domingo 6 de enero, impuesta del contenido de la Circular número 8 del Secretariado Intercontinental, y consciente de su importancia y alcance, que con su concisión y absoluta claridad sitúa a todos y cada uno de los afiliados a nuestra Organización frente a su comportamiento, consecuente con los acuerdos adoptados en comicios recientes y en uso del más elemental sentido de responsabilidad orgánica, nuevamente decide abrir una suscripción EXTRAORDINARIA con carácter voluntario destinada al fodo Pro-España, con carácter urgente.

La asamblea invita a todos los compañeros a hacer prueba, una vez más, diligentemente, de su elevado concepto de la SOLIDARIDAD.

El Secretariado Local.

CORRESPONDENCIA ADMINISTRATIVA

Quiñonero F., Miramas (B.-du-Rh.): De acuerdo pagas año 1963. — Temblador M., Izeaux (Isère); Recibido tu giro. Conformes. — Rafael A., Albi (Tarn); De conformidad con el pago de las suscripciones. — Nadal E., Aubagne (B.-du-Rh.): Distribuímos tu giro como indicas. — Royo R., Le Cendre (P.-de-D.): Pagas hasta 31-12-63 «CNT» y «CENIT».

Moreno B., Clermont-Fd (P.-de-D.): Con los 15,00 frs. abonas hasta 30-6-63. — Mazas A., Orléans (Loiret); Conformes, liquidado hasta 31-12-63. — Fonfria P., Beaugency (Loiret): Recibido giro que distribuímos como indicas. — Chueca A., Méjico: Con los 39,00 francs queda pagado hasta fin enero 63.

Tubert B., Bompas (P.-O.); Recibido giro pagando «ESPOIR» y «CENIT» año 63. — Paez J., Barbaste (L.-et-G.): De conformidad con tus cuentas. — Pinos F., Espinasse (H.-A.): Con tu giro pagas hasta nº 70. — Cano Ruiz, Narbonne (Aude): Conformes abonadas las tres suscrip. 31-12-62. — Jordan M., Aurillac (Cantal): Queda liquidado año en curso. — Grenada I., Nice (A.-Mmes): Conformes, pagas 1º semestre 63.

Pérez I., Chateaubriant (L.-A.): De acuerdo, pagado hasta 31-12-62. — Hiraldo y Mateu de Lyon (Rhóne): Queda cubierto año 1963. — Valiente de Mussidan (Dordogne): De conformidad con vuestras cuentas. — Fernández J., Tarascon (B.-du-Rh.): De acuerdo, pagas hasta nº 45. — Siles J., Rennes (I.-et-V.): Recibido tu giro. Conformes.

Pastor R., Hyères (Var): De acuerdo, queda pagado año 1963. — Cubilo S., Condom (Gers): Con tu giro abonas año 62. — Morales F., Montpellier (Hérault): Recibida cantidad que cubre 1er trim. 63. — Morales A., Roanne (Loire): Conformes, pagas año 62. — Torrent R., Claira (P.-O.): Coincidimos con tus pagos. — Vispe F., Saint-Juéry (Tarn): Se recibio tu giro liquidando «ESPOIR» y « CENIT» (4 suscripciones) hasta 31-12-62.

NECROLOGICAS

FERMIN SANZ

Con fecha 27 de octubre de 1962, en St-Laurent d'Arcel (Gironde), tras una larga y penosa enfermedad que la ciencia medical no pudo combatir, dejó de existir el que fué en vida compañero Fermín Sanz.

Contaba actualmente 69 años de edad y era nativo de Tamajor (Guadalajara).

Después se traslada a Madrid y es aquí donde toma contacto con la C.N.T. (Sindicato de Tranvías). En este lugar milita varios años. Por razones orgánicas se traslada a Barcelona, siempre en contacto con la organización, es en esta Ciudad Condal, que a través de sus actividades, luchas y persecuciones hace su formación de militante. Interviene en varios conflictos huelguísticos, sin olvidar la famosa huelga de tranvías que juntamente con los demás compañeros de su sindicato, que durante 32 meses tienen que sostener esta huelga sin claudicar mientras no consiguen el objetivo logrado. Durante este lapso de tiempo la actividad que desarrolló fué bastante eficaz; esto lo sabemos por coducto de otros compañeros y no por él, ya que él era bastante modesto; solamente en algunas reuniones nos narraba algunos episodios de esta huelga, pero jamás la labor que él había desarrollado.

En julio de 1936, tomó también parte activa en nuestra Revolución, desempeñando cargos de responsabilidad, en aquellos lugares que la organización lo necesitaba.

Terminada la guerra civil de España, en 1939, pasó la fronerta sufriendo vicisitudes como la mayoría de españoles. Cuando consigue de nuevo reunirse con su compañera e hijos afin de hacer frente a la situación precaria que se le presenta, tiene que realizar trabajos rudos, como arrancar pinos y otros semejantes, pero él nunca pierde la moral, pórque era un compañero de personalidad.

En el exilio su actuación orgánica fué siempre activa y perseverante; en nuestras asambleas fué un orientador y con alteza de miras daba soluciones a los problemas que se nos planteaban.

Hasta los últimos días de su existencia fué fiel a nuestros principios libertarios; contrario de toda clase de reformas de la C.N.T.; para él sólo existía la C.N.T. de sus primeros tiempos, la apolítica, la revolucionaria.

Como la mayoría de nuestros compañeros que dejamos en tierras de exilio, su mayor ilusión hubiera sido poder volver a Iberia libre del yugo franquista .

Con la muerte del compañero Sanz, la Federación Local de Virsac nota un vacío, como igual en las filas del Movimiento Libertario; no obstante, nos deja recuerdos vividos que nos quedarán grabados mientras vivamos.

El entierro fué civil; le acompañamos todos los compañeros y amigos de esta F. L. como igualmente se desplazaron de la F. L. de Burdeos. También vinieron amigos franceses de los contornos de donde residía, dada la simpatía de que gozaba.

A sus hijos y compañera les expresamos nuestro más profundo sentimiento, y en particular a su querida compañera Isabel, por el espíritu de abnegación que ha sabido demostrar durante el transcurso de su enfermedad.

Compañero Sanz, que la tierra te sea leve.

La F. L. de Virsac.

◆

JOSE ESCUDERO

Grande pena es para una familia el perder un ser querido.

José Escudero Mermejo, de Pina de Ebro (Zaragoza), murió el día 27 de noviembre, a la edad de 66 años .

Hacía bastante tiempo que se encontraba bastante delicado sobre todo los inviernos, pero toda la familia le animábamos, y sus deseos de volver a nuestro país lo mantenían firme; hoy podemos decir que sus esperanzas se terminaron. Somos una familia numerosa en Francia pero ni siquiera uno hemos pisado tierra hollada por el fascismo; continuamos firmes desde el año 1939.

Al entierro acudió un acompañamiento grandioso; hubo compañeros de todas partes a donde llegó la noticia; todos acompañaron a la última morada al Maño, como le llamaban en Gaillac, y donde hemos estado.

En 1936, formó parte de la Colectividad de Pina de Ebro, hasta que tuvo que abandonarla. Luego tuvimos que pasar al país que nos recibió. Mi padre cayó en el castillo de Mont-Louis; aquí empezó el episodio del exilio, donde tenía a su padre, que murió en Bourg-Madame el 17 de febrero 1939 y sabiéndolo, no pudo ir a su entierro, por no dejarle los que le tenían encarcelado.

Estoy seguro que cuando estas líneas vean la luz, muchos amigos y compañeros sentirán de verdad su muerte, porque nuestra casa ha sido, en España como en Francia, la casa del pueblo; todos en ella cabían.

Termino estas líneas en recuerdo de mi querido padre, diciendo en voz alta: tus hijos han seguido y seguirán el camino de la Libertad hasta ver nuestro país liberado de toda esa peste. Nada más. En paz descanse.

Mariano Escudero.

Pamiers.

"UMBRAL"

Portada en colores (dibujos de Lamolla) 32 paginas de texto. Numero extraordinario de diciembre 62 y enero 63, correspondiente a los números 12 y 68. Precio del ejemplar : 1,60 frs.

SUMARO

Fontaura : Presenta « Tipos españoles ». « Nostalgia del Monovar », de Azorín.
E. Armand : « La libertad triunfara ».
Campio Carpio : « El centenario del nacimiento de Guerra Junqueiro ».
José Viadiu : « Capa de colores ».
Luis Capdevila : « Una novela de la guerra de España ».
Maurice Cranston : « Un debate imaginario entre Marx y Bakunin ».
C. Vega Alvarez : « La poesía ».
Alberto Miramon : « El nuevo mundo en el pensamiento de Cervantes ».
Sergio Toistoi : « El ocaso de una vida ».
Victor Garcia : «El juicio de Varese » (documentos para nuestra historia).
Angel Samblancat : « Polonia en el quirófano ».
Eugen Relgis : « Entre política y cultura ».
Ugo Fedeli : « El Japón revolucionario ».
Eusebio Carbó : « Por los fueros de la claridad en el lenguaje ».
Federico Avila : « El marido perfecto ».
Ignotus : « Eduardo Grieg ».
Volga Marcos : « Georg Friedrich Nicolai ».
Sol Pasamar : « Antonio Machado ».
Noticiario, Libros, Comentarios, etc., etc...

Adquirirlo en 24, rue Ste-Marthe, Paris X, y en nuestros puestos de venta, al precio de 1.60 frs ejemplar.

AVISO IMPORTANTE

Advertimos a nuestros compañeros que para toda correspondendencia en español — textos y comunicados — y envíos de dinero por parte de paqueteros y suscriptores de lengua española, deben dirigirse a:

Correspondencia: F. Montseny. - Réd. « ESPOIR », 4, rue Belfort, Toulouse (H.-G.).

Pagos: M. Celma — C.C.P. numéro 952-38 — Centre de Chèques de Toulouse.

La solidaridad es un deber. Prestarla a los mutilados, es un honor.

- SERVICE DE LIBRAIRIE -

Libros en francés :

« Les Saisons du Mélèze », de Celia Bertin, 1,50 fr.
« La symbolique de Rimbaud », por Jacques Gengoux, 2,00 fr.
« Charles Chaplin », de José Augusti França, 2,50 fr.
« Charlot », de Philippe Soupault, 2,50 fr.
« Ferragus », de H. de Balzac, 1,00 fr.
« La carte impériale », de Maurice Martin du Gard, 3,00 fr.
« Les Pères de l'Eglise », de Robert Payne, 3,50 fr.
« La Vénus d'Ille », de P. Mérimée, 1,00 fr.
« Adolphe », de Benjamin Constant, 1,00 fr.
« L'envers du journal », de Gide, 3,00 fr.
« Le Sang plus vite », de V. Garcia Calderon, 3,75 fr.
« Pensées et Opuscules », de Pascal, 9,00 fr.
« La peau de chagrin », de H. de Balzac, 3,50 fr.
« Grimaces humaines », de Roberto Bracco, 6,00 fr.
« Le jour où Lincoln fut assassiné », de Jim Bishop, 3,00 fr.
« Les Assassins », de Christian Ducompte, 2,50 fr.
« Eaux printanières », de Ivan Tourguenev, 2,00 fr.
« La Bague était brisée », de Celia Bertin, 1,50 fr.
« La dernière innocence », Celia Bertin, 2,00 fr.
« Le quadrille de Matamores », de Françoise d'Eaubonne, 3,00 fr.

Pedidos a J. Borras, 4, rue de Belfort, Toulouse.

Giros a M. Celma CCP Toulouse 952-38, 4, rue de Belfort, Toulouse.

PRODUCTION ET REPARTITION

Il va de soi que ceux qui manifestons nos idées, par écrit ou différemment, présentons ces mêmes idées de diverses façons; mais en ce qui concerne les syndicalistes libertaires, les anarchistes, des nationalistes et certains humanistes, nous le faisons dans un but de transformation sociale. Comme quoi, c'est toujours le même effort du « rocher de Sisyphe » entrepris il y a bien longtemps et pour lequel nous ne désespérons pas d'aboutir à de bons résultats. Sauf les commentaires d'actualité que nous utilisons, les arguments présentés sont à peu près les mêmes.

Concernant la production, nous savons qu'elle doit non seulement changer de forme, mais pouvant la classer en utile, inutile et nuisible, nous devons tendre à éliminer les deux derniers systèmes pour mieux développer le premier. Pour le changement de forme, à la suite de la technique qui ne cesse de se développer, c'est une transformation constante et une productivité accrue, dont les travailleurs devraient profiter des grands avantages, ce qui est loin d'être le cas, car sans vouloir nier une minime amélioration à leur situation, ces avantages seraient plus substantiels s'ils étaient répartis plus équitablement. Ce sont, comparativement à l'ensemble de la population, un petit nombre d'individus qui profitent de la plus grande partie de la production.

Il reste à l'ensemble des travailleurs, qui font partie du peuple, à comprendre la production et à l'organiser, en éliminant les parasites. Se groupant en syndicats, c'est au sein de ces derniers de trouver les moyens pour aboutir aux résultats escomptés.

Si un tel point de vue prévaut chez les syndicalistes libertaires, les autres syndicats sont loin de poursuivre telles revendications, ils se contentent des soi-disant améliorations, plutôt bénignes, de la situation de leurs adhérents, estimant que le profit des exploiteurs, ainsi que la hiérarchie qui classifie les travailleurs, sont normaux.

Malgré que les progrès de la technique soient indéniables, les travailleurs sont timides dans leurs revendications et osent à peine demander une portion congrue de la production, alors que cette dernière devient de plus en plus abondante. En plus, que serait cette abondance si les producteurs refusaient de donner leurs efforts, non seulement pour une production inutile, mais surtout une production nuisible; que la production utile serait donc accrue et la somme des efforts serait moindre pour chacun.

Et donc, nous devons constater que ces productions inutiles et nuisibles sont énormément développées. Que peut-on entendre par production ou plutôt efforts inutiles? Ce sont les efforts suscittés par des emplois qui, malgré leur prétention, ne concourent en aucune façon à la production utile. Quelques exemples pour faire comprendre ma pensée : la quantité innombrable de fonctionnaires et bureaucrates, noircisseurs de papier, qui créent plutôt des difficultés au lieu de les aplanir; les gratte-papier des multiples bureaux de chicaneurs (je nomme ainsi les notaires, huissiers, avoués avocats, etc.); ceux des affaires transactionnelles (commerce en gros et détail avec les petits, moyens et grands magasins, sans oublier les banques de toutes sortes qui trafiquent de la monnaie, etc.), et encore de nombreux autres bureaux occupant du personnel en quantité.

Quant aux efforts nuisibles, c'est sans peine que l'on devrait être compris. « A tout seigneur, tout honneur » : d'abord l'Etat, organisation parisitaire par excellence. Que de fonctionnaires pour entretenir et développer son parasitisme ! C'est la question primordiale, laquelle tous les travailleurs victimes des Etats devraient comprendre. Pourtant, il est à constater que l'on est loin d'une telle compréhension, malgré les innombrables déboires que ces Etats ont infligé à leurs victimes.

Pour bien se maintenir, l'Etat a une organisation répressive formidable : police, magistrature, etc. Et l'armée, qui est son plus gigantesque soutien pour maintenir une mentalité esclavagiste et organiser des tueries entre les peuples, lorsqu'elle n'oublie pas de se faire la main sur son propre peuple ? Pour entretenir l'armée, combien de travailleurs non seulement perdent leur temps à être soldats, mais participent à la fabrication des armements qui, de différentes façons, risquent de se retourner contre eux ?

Il n'est pas besoin d'allonger cette classification des travaux; il reste à constater que le nombre des travailleurs (puisqu'on doit les appeler comme tels) fournissant des efforts inutiles est bien plus grand que celui des travailleurs contribuant à la production utile. Voilà ce qu'il est nécessaire de faire connaître aux victimes de l'état social actuel; si l'on pouvait aboutir à ce résultat de compréhension, tous les travailleurs participant à la production utile, cette production étant très abondante, sans grands efforts de chacun, pourrait se répartir d'une façon équitable.

Déjà actuellement, il serait possible de satisfaire beaucoup d'humains manquant du nécessaire. Dans la précédente étude « A méditer », il a été cité, d'après les statistiques officielles, les différentes catégories d'humains se partageant les ressources.

Il y a quelques années, au moins avant la dernière guerre, on citait en France que deux cents familles régissaient les richesses du pays; c'étaient elles qui avaient la haute main sur les grosses affaires et les banques et étaient, effectivement, les plus grandes profiteuses de la société. Selon les dernières statistiques, les gros profiteurs auraient augmenté; ce qui laisserait entendre qu'après la grande guerre et les suites des autres guerres, participeraient à cette augmentation.

Ainsi on doit admettre, d'après les impositions par l'Etat des grands profiteurs des richesses nationales, tenant compte de tout ce qui n'est pas dévoilé, que ces gros clients de l'Etat ont augmenté en nombre et que de 719 qu'ils étaient en 1959 avec un revenu mensuel, chacun, de 43.300 F, sont passés à 1.014 en 1960, avec un revenu mensuel, chacun, de 43.600 F. Ce qui fait un bon accaparement; mais le grand nombre des autres profiteurs plus petits et suffisamment gros contribuent à la portion congrue un plus grand nombre de travailleurs, ainsi que ceux qui manquent du nécessaire.

Il serait donc souhaitable que les victimes actuelles, prenant bien en main la production seulement utile, pourraient disposer d'un bon nombre de travailleurs pour organiser une répartition équitable. Voilà donc à quoi on doit tendre. Ce que certains humains, en très petit nombre, on doit le constater, ont tenté avec plus ou moins de succès de réaliser. Ce qui prouve que ce que des esprits peuvent appeler : utopie, est réalisable, exemple de nombreuses colonies égalitaires qui ont fonctionné et dont certaines sont encore en activité; ainsi que les nombreuses coopératives qui sont un embryon pour une répartition plus équitable. Quoi qu'il en soit, les réalisations préconisées, quoique par trop longues à venir, sont inéluctables.

Edouard BRUNET.

journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production)
Ateliers : 61, rue des Amidonniers
Téléphone : 22-89-73
TOULOUSE

Directeur-Gérant : A. TURMO

ESPOIR AIT CNT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION REGIONALE DE LA C. N. T. F.

Les Livres

"Le veilleur de nuit"

par S. JACQUEMARD (1)

Simonne Jacquemard est partie d'un fait divers : un jeune homme anglais a séquestré une jeune fille, dans un trou creusé dans son jardin.

Le lecteur assiste au forage méticuleux du puits et cela est matière à sonder l'homme, sa conscience, sa vie, ses solutions. Conjointement au forage éclate au fil des pages un débat entre Siméon Leverrier, coupable silencieux et un juge perspicace qui, plus que l'habituel instrument de justice, se présente comme la conscience profonde du condamné.

En faisant le procès de Siméon Leverrier, ce juge fait le procès de tout homme qui va à rebours des lois de la société.

Siméon Leverrier est un pupille de l'assistance publique qui n'a jamais admis la charité mécanique de la société qui l'a accueilli, qui voit en l'enlèvement de cette jeune fille qu'il laisse intacte un acte qui le détachera et le présentera à une manière de héros aux yeux de cette société.

Dans « Le Veilleur de Nuit », Simonne Jacquemard a eu largement recours à la psychanalyse et elle trace d'heureux parallélismes entre le geste du héros et les préoccupations sur lesquelles sont fondés les grands mythes qui, de tout temps, ont obsédé l'humanité.

La forme de ce roman est secrète, pleine de détours, ciselée à l'extrême. Simonne Jacquemard nous y livre une vision très personnelle et poétique du monde, marquée par le sceau d'une parfaite lucidité.

Citons parmi les romans de Simone Jacquemard, « Les Fascinés », « Sable », « Vincent ou l'invitation au silence », « La leçon des ténèbres » et « Judith Albarès ».

En accordant un prix à Simonne Jacquemard, le jury du prix Renaudot a garanti une plus large notoriété à un auteur difficile, amoureux de la perfection qui s'acquiert à force de grande patience et d'humilité.

NICANDRE.

(1) Ed. Albin Michel.

De Belgique

Le Syndicalisme moderne

Il y a un certain temps, un camarade responsable de l'U. G. T. me disait, en bavardant amicalement, que nous, les Espagnols, aurions grand intérêt de prendre bonne note de l'action syndicale belge et de ses méthodes de lutte, pour qu'une fois la dictature franquiste balayée, et les libertés syndicales garanties en Espagne puissions mener la luttte ouvrière, en s'inspirant précisément de ce que nous aurions appris, pendant notre exil, du syndicalisme européen.

Je lui répondis, tout aussi amicalement que, en tant que anarcho-syndicaliste, j'étais loin de partager son point de vue, car, malgré que je vivais en exil depuis 1939, et ce en divers pays européens, rarement, pour ne pas dire jamais, j'avais pu apprécier une action de la classe ouvrière dirigée par les syndicats qui n'ait pas eu, comme objectif final, favoriser un parti politique au détriment de la classe ouvrière. Je lui donnais comme exemple les grandes grèves belges de l'hiver 1960-61 qui eurent comme prétexte la fameuse Loi unique et comme conséquence la chute du gouvernement formé par le Parti Chrétien et le Parti Libéral et son remplacement par le gouvernement actuel composé par le même parti chrétien et le Parti Socialiste.

La Loi qui fut à la base du mouvement de grève fut néanmoins votée et par conséquence appliquée par le gouvernement actuel.

Il rétorqua que la Loi subit pas mal d'amendements mais... l'essentiel est resté, et ceux qui furent arrêtés pendant la grève y sont restés pas mal de temps même avec un gouvernement dont bon nombre de ministres se réclament de la classe ouvrière.

Je lui fis également remarquer que, malgré tous les avantages techniques dont disposait la société actuelle, la classe ouvrière se voit obligée de prester ses services pendant 45 ou 48 heures par semaine, afin d'assurer son existence et celle de leur famille et surtout d'augmenter le capital du capitalisme.

Je lui dis, enfin, que peut être ses conceptions de la lutte de classe lui permettaient cette collaboration permanente avec le patronant, comme il est d'usage dans le syndicalisme réformiste et même, pourquoi pas, faire de la publicité capitaliste dans les organes officiels du syndicat, tout en poussant la classe ouvrière à l'achat à tempérament, qui est une façon comme une autre d'obliger les travailleurs à effectuer des heures supplémentaires.

Je ne sais pas si mon camarade aura suivi le dernier Congrès statutaire de la F.G.T.B. et s'il en a tiré quelques enseignements de valeur. En ce qui me concerne, je l'ai suivi et deux points de l'ordre du jour ont retenu mon attention.

Néanmoins, avant de donner mon opinion sur les deux points en question, je veux dire que rien ne ressemble de plus à un Congrès qu'un autre Congrès, bien que celui qui nous occupe nous a révélé que, pour la première fois, une certaine opposition s'est manifestée au sein de la Centrale syndicale à tendance socialiste. L'opposition, en effet, est née depuis les grèves que je signale au commencement et celle-ci a reprochée au Bureau National de n'avoir pas donné des directives assez énergiques au moment des grèves. Nous ne reviendrons pas sur ce point, qui fut longuement discuté à l'époque et dont chacun a pu en tirer ses conclusions. Quoi qu'il en soit, et malgré l'opposition, le citoyen L. Major s'est vu élire avec plus de 80 % des mandats, ainsi que son rapport moral, dont une bonne partie fut consacrée à remplir d'éloges la politique gouvernementale, se vit attribuer sensiblement le même pourcentage de voix.

Quant aux réformes de structure qui, en mon sens, devaient être l'objet de la « grande bagarre », elle n'a pas eu lieu. Ni les « droitiers » ni les « gauchissants » n'ont osé affronter le problème, le courage a manqué aux uns comme aux autres, car, après tout, il en va de l'unité ou de la division des travailleurs de cette organisation. La discussion a été reportée au congrès extraordinaire qui aura lieu dans les six mois à venir. Ce laps de temps permettra sans doute de séreiner les cerveaux et puis, qui sait si d'ici là le gouvernement sera toujours le même...

Le premier point dont je voulais parler, est celui qui se réfère aux projets anti-grève que le gouvernement, présidé par le chrétien Théo Lefèvre et le socialiste Paul H. Spaak, vient de déposer au Parlement. Eh bien! ces projets, qui furent présentés par le Parti pour la Liberté et le Progrès (P. L.P.), ancien Parti Libéral, ont été rejetés par la majorité des mandats, mais moins catégoriquement que ne l'aurait souhaité la « gauche » qui demanda au Congrès de se manifester dans le sens que ce projet était inamendable. La majorité ne l'a pas voulu ainsi. Pourquoi? On est en droit de croire que les dirigeants syndicaux n'ont pas voulu prendre de responsabilités avant de connaître la position que prendra le Parti Socialiste à cet égard et dont elle sera vraisemblablement connue après le Congrès que ce parti doit convoquer dans les tout prochains mois.

De plus, cet accord permet pas mal de négociations que les bonzes syndicaux s'empresseront d'entamer et de mener qui sait où. Ne feront-ils pas finalement comme les syndicats chrétiens qui, eux, considèrent le projet amendable? Qui vivra verra...

Le second point est relatif aux avantages aux seuls ouvriers syndiqués. Sur ce point, il n'y a pas eu grand débat; le Congrès accordant de donner la liberté aux Centrales et aux Régionales quant aux modalités d'application.

L'accord intervenu à ce sujet est fort intéressant pour les syndicats; je ne pense pas qu'il en soit de même pour le syndicalisme.

En effet, certaines Centrales, notamment la Centrale des Mineurs, viennent de signer un accord avec les patrons, au terme duquel le patronat versera une somme à la Centrale et celle-ci versera une prime aux seuls ouvriers syndiqués. Au premier abord, il semblerait que cette prime serait l'équivalent de la moitié de la cotisation syndicale. Ainsi on en arrivera bientôt à faire payer sa cotisation par son patron et tout l'honneur du travailleur syndiqué se résumera à porter une carte syndicale en son nom et dans sa poche. Où reste la fierté du syndicaliste d'antan?

L'accord, ainsi conclu, peut attirer pas mal de travailleurs non encore syndiqués vers les syndicats. On augmentera ainsi la quantité, mais il est certain que la qualité diminuera dans les mêmes proportions et l'esprit de lutte syndicale que, disons-le en passant, est loin d'être aussi combatif qu'il ne devrait l'être pour inquiéter le capitalisme et pour empêcher l'Etat de restreindre de plus en plus les libertés de la classe ouvrière dans sa lutte pour son émancipation.

A vrai dire, les organisations syndicales réformistes n'ont pas encore osé discuter la syndicalisation obligatoire, bien qu'on en parle en coulisse et officieusement.

(Suite en page 3.)

— Nous faire ça à nous !